



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 42 du 30 septembre 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 1^{er} octobre 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	981
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	981
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	981
Bureau des réglementations	981
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2009 relatif à la session 2010 du certificat de capacité professionnelle de taxi	981
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	981
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	981
Extrait de l'arrêté d'agrément relatif à la collecte des pneumatiques usagés du 8 septembre 2009.....	981
Extrait de l'arrêté du 14 septembre 2009 prorogeant le délai pour statuer sur la demande d'autorisation et de déclaration d'intérêt général relative au programme de restauration du Longeau et son affluent la Seigneulle sur le territoire des communes de Allamont, Brainville, Friaucourt, Jarny et Conflans-en-Jarnisy par le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Longeau et de la Seigneulle, au titre du code de l'environnement	981
Extrait de l'arrêté du 16 septembre 2009 autorisant la capture temporaire de spécimens d'espèces animales protégées	981
Extrait de l'arrêté du 18 septembre 2009 portant renouvellement des membres du comité local d'information et de concertation du site Storengy de Cerville	982
Extrait de l'arrêté du 22 septembre 2009 relatif à la constitution d'un groupe de travail chargé d'élaborer un règlement de publicité à Villers-lès-Nancy	982
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières.....	983
Arrêté n° 09.OSD.37 du 17 septembre 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire pour les opérations de liquidation et de liaison dans le cadre de la paye sans ordonnancement préalable à l'école d'architecture de Nancy	983
Arrêté n° 09.BMSSE.127 du 29 septembre 2009 accordant délégation de signature à M. Alexander ENTZER, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle	983
Arrêté n° 09.BMSSE.128 du 29 septembre 2009 accordant délégation de signature M. Jean-Marie ZIMMERMANN, chef des services du Trésor Public et gérant intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle.....	984
Arrêté n° 09.OSD.38 du 29 septembre 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Marc DERHAN, fondé de pouvoir assistant à la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle	985
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	986
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	986
Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 2009-DRCLAJ/1-055 (Moselle/Meurthe-et-Moselle) en date du 21 septembre 2009 autorisant l'adhésion de la commune d'Ars-sur-Moselle au syndicat intercommunal des eaux de Gravelotte et de la Vallée de l'Orne.....	986
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire.....	986
Extrait de l'arrêté du 16 septembre 2009 autorisant la nomination de régisseurs d'Etat auprès de la police municipale de Malzéville	986
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	987
Extrait de l'arrêté en date du 29 septembre 2009 autorisant la modification de l'article 6 des statuts du syndicat des eaux de Lantéfontaine	987
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	987
DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	987
Extrait de l'arrêté du 24 septembre 2009 accordant l'agrément aux associations sportives de Meurthe-et-Moselle	987
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	987
Arrêté du 18 septembre 2009 portant arrêté permanent pour la réglementation de la circulation au droit des « chantiers courants » sur le réseau routier national, hors agglomération	987
Division d'exploitation de Metz.....	989
Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-062 en date du 24 septembre 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'entretien de la déviation de Longwy sur la RN 52 du PR 19+950 au PR 23+500	989
Extrait de l'arrêté 2009-DIR-Est - DE de Metz - du 25 septembre 2009 portant réglementation de la police de circulation sur l'autoroute A 33	990
Extrait de l'arrêté 2009-DIR-Est - DE de METZ - du 25 septembre 2009 portant réglementation de la police de circulation sur l'autoroute A 330	992
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	995
Service actions et établissements de santé	995
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/866-09 du 4 septembre 2009 portant modification de l'agrément n° 159 de l'entreprise de transports sanitaires MZ TOUL, 55 rue du Général Leclerc - 54570 Foug	995
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/881-09 du 6 août 2009 portant modification de l'agrément n° 138 de l'entreprise de transports sanitaires AMBULANCE TAXI THINUS, 30 rue Nivoy - 54530 Pagny-sur-Moselle.....	995
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/882-09 du 10 août 2009 portant modification de l'agrément n° 129 de l'entreprise de transports sanitaires ABC AMBULANCES, route de Mirecourt et rue de Charmes - 54500 Vandœuvre-lès-Nancy.....	996
Service offres de soins de ville.....	996
Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 01099-09 du 23 septembre 2009 portant refus de création d'une officine de pharmacie à Velaine-en-Haye.....	996
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE	997
Service aménagement durable, urbanisme, risques	997
Commune de Repaix - Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/ADUR/033 du 18 septembre 2009 refusant d'approuver la carte communale de Repaix en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme	997
Service agriculture, forêt, chasse.....	997
Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/n° 448 du 9 septembre 2009 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de Lay-Saint-Christophe.....	997
Extrait de l'arrêté DDEA/AFC/Association Foncière/2009/453 du 15 septembre 2009 portant dissolution de l'association foncière de Bey-sur-Seille	998
Extrait de l'arrêté DDEA/AFC/Association Foncière/2009/454 du 9 septembre 2009 portant institution d'une association foncière dans la commune de Bienville-la-Petite/Bonviller prescrivant à la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle et au conseil municipal de la commune de Bienville-la-Petite/Bonviller de désigner les propriétaires des terrains inclus dans le périmètre de remembrement, membres du bureau	998
Extrait de l'arrêté DDEA/AFC/Association Foncière/2009/455 du 9 septembre 2009 portant institution d'une association foncière dans la commune de Pettonville prescrivant à la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle et au conseil municipal de la commune de Pettonville de désigner les propriétaires des terrains inclus dans le périmètre de remembrement, membres du bureau.....	999
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 469 du 14 septembre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Beuvezin et Tramont-Lassus - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2908	999
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 470 du 14 septembre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Baslieux - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2891.....	999
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 471 du 14 septembre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Xeuilley - Art-sur-Meurthe - Lenoncourt et Maizières-lès-Toul - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2911.....	1000
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 472 du 14 septembre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mercy-le-Bas - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2912.....	1000
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 473 du 14 septembre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Francheville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2918.....	1000
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 474 du 14 septembre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Gondrecourt-Aix - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2907.....	1001
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 475 du 14 septembre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Coincourt - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2899.....	1001
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 476 du 14 septembre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mercy-le-Bas - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2864.....	1001

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 477 du 14 septembre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saint-Remimont - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2890.....	1001
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 478 du 14 septembre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mercy-le-Bas - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2894.....	1002
Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/n° 479 du 21 septembre 2009 fixant les dates d'ouverture des vendanges.....	1002
Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/n° 480 du 23 septembre 2009 relatif au fonctionnement des réserves de chasse et de faune sauvage des associations communales de chasse agréées.....	1003
Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/n° 481 du 23 septembre 2009 relatif aux modalités d'exécution de plans de chasse dans les réserves de chasse et de faune sauvage des associations communales de chasse agréées (ACCA) pour la campagne de chasse 2009-2010	1003
Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/n° 482 du 23 septembre 2009 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2000 relatif au Plan de chasse pour l'espèce "SANGlier" et sa mise en œuvre sur la totalité du département de Meurthe-et-Moselle.....	1003
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	1004
Décision d'agrément du 11 septembre 2009 de la Sarl SCOP PRESENCE PLUS à Mont Saint Martin en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail	1004
DIRECTION DES SERVICES FISCAUX.....	1004
Extrait de l'arrêté du 15 septembre 2009 relatif à la fermeture exceptionnelle des Conservations des Hypothèques (CH), du Service des Impôts des Entreprises Centralisateur (SIE-C), des Services des Impôts des Entreprises (SIE), des Services des Impôts des Particuliers (SIP), le lundi 2 novembre 2009.....	1004
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1004
Trésorerie de Pont-à-Mousson – En date du 1 ^{er} septembre 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur Emmanuel PETITJEAN, Inspecteur.....	1004
AUTRES SERVICES.....	1005
RESEAU FERRE DE FRANCE.....	1005
Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 10 septembre 2009 d'un terrain sis à Laneuveville-aux-Bois (54)	1005
AVIS ET COMMUNICATIONS	1005
AUTRES SERVICES.....	1005
CENTRE HOSPITALIER RAVENEL DE MIRECOURT.....	1005
Avis de concours sur titres d'ouvrier professionnel qualifié du 16 septembre 2009	1005
Avis de concours sur titres de diététicien du 16 septembre 2009	1005
HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE	1005
Avis de vacance de postes dans le grade d'adjoint administratif hospitalier de 2 ^{ème} classe du 23 septembre 2009	1005
INSTITUT DU BEAU JOLY DE MIRECOURT	1006
Avis de concours sur titres d'un(e) psychomotricien(ne) de la Fonction Publique Hospitalière du 17 septembre 2009.....	1006
LISTE DES CIRCULAIRES A L'ENSEMBLE DES MAIRES	
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	
CABINET DU PREFET	
Bureau des affaires politiques	
Circulaire du 7 septembre 2009 relative aux mesures d'accompagnement des dispositions "alcool" de la loi "Hôpital, patients, santé et territoires"	
Circulaire du 15 septembre 2009 relative à la journée nationale d'hommage aux harkis et aux membre des formations supplétives	
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	
Circulaire du 31 août 2009 relative à la retraite additionnelle de la fonction publique	
Circulaire du 31 août 2009 relative à l'enregistrement à l'état-civil des corps des enfants décédés	
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L' EQUIPEMENT ET DE L' AGRICULTURE	
Service environnement-eau-biodiversité	
Circulaire du 8 septembre 2009 relative à la directive européenne dite "directive nitrates" - mise en oeuvre du 4ème programme action.	
<i>Les textes complets de ces circulaires peuvent être consultés auprès des services émetteurs ci-dessus.</i>	

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES***Bureau des réglementations***Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2009 relatif à la session 2010 du certificat de capacité professionnelle de taxi**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : La session 2010 de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi est organisée en Meurthe-et-Moselle comme suit :

Les demandes d'inscription à l'intégralité des unités de valeur du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi, ou à certaines d'entre elles, doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) au plus tard, le vendredi 6 août 2010

L'épreuve d'admissibilité comportant l'unité de valeur (UV) 1, l'UV 2 et l'UV 3 se déroulera le mardi 5 octobre 2010

L'épreuve d'admission comportant l'UV 4, de portée locale, aura lieu à partir du mardi 23 novembre 2010

Article 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs. Nancy, le 30 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS**DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES***Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement***Extrait de l'arrêté d'agrément relatif à la collecte des pneumatiques usagés du 8 septembre 2009**

Par arrêté préfectoral du 8 septembre 2009, la société SEVIA, dont le siège social est situé 162-166 Boulevard de Verdun – Energy Park 4 à 92400 COURBEVOIE, a obtenu le renouvellement de son agrément pour effectuer

→ le ramassage des pneumatiques usagés dans le départements de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2003 visé ci-dessus.

L'agrément est délivré pour une durée de 5 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Extrait de l'arrêté du 14 septembre 2009 prorogeant le délai pour statuer sur la demande d'autorisation et de déclaration d'intérêt général relative au programme de restauration du Longeau et son affluent la Seigneulle sur le territoire des communes de Allamont, Brainville, Friaucourt, Jarny et Conflans-en-Jarnisy par le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Longeau et de la Seigneulle, au titre du code de l'environnement

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il ne pourra être statué sur la demande dans le délai imparti;

ARRETE

Article 1^{er} : Le délai de 3 mois prévu par l'article R 214-12 du code de l'environnement pour statuer sur la demande de M. le Président du Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Longeau et de la Seigneulle est prorogé de 2 mois.

Article 2 : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe & Moselle, M. le sous-préfet de BRIEY, M. les maires de Allamont, Brainville, Friaucourt, Jarny et Conflans-en-Jarnisy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- M. le Président du Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Longeau et de la Seigneulle, pétitionnaire,

- M. le sous-préfet de BRIEY,

- M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 16 septembre 2009 autorisant la capture temporaire de spécimens d'espèces animales protégées

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : M. Xavier SAINT-LEGER, technicien au CNRS de Lyon, titulaire de l'agrément de piégeage n° 41-01-036-99 et domicilié Le Moulin à 88630 MAXEY sur MEUSE, est autorisé :

- à capturer, à transporter, à marquer et à relâcher des spécimens de Chat forestier *Felis sylvestris* ;

- à prélever, à transporter, à utiliser, à détenir et détruire du sang et des poils de spécimens de Chat forestier *Felis sylvestris* ;

- à enlever, à transporter, à utiliser, à détenir et détruire des spécimens morts de Chat forestier *Felis sylvestris* ;

Article 2 : Le nombre total d'animaux capturés pour toute la durée restante de l'étude concernant trois départements (54, 55 et 88) ne devra pas dépasser 35 individus vivants âgés d'au moins 12 mois et de tous les individus trouvés morts. Aucune capture d'individus vivants ne devra être réalisée pendant la période d'élevage des jeunes.

Article 3 : Les animaux capturés vivants dans des pièges de types « boîte à fauves » seront relâchés sur le lieu de capture dans les meilleurs délais après les manipulations prévues dans le protocole scientifique. Une dizaine de chats forestiers pourront être équipés de colliers émetteurs VHF afin de déterminer les domaines vitaux saisonniers et l'utilisation de l'espace par l'espèce.

Article 4 : Dans le département de Meurthe-et-Moselle les communes concernées par l'étude sont : Vannes le Châtel, Allamps, Barisey-la-Côte, Barisey-au-Plain et Mont l'Étroit.

Article 5 : La présente autorisation est valable pour les années 2009 à 2013.

Article 6 : M. Xavier SAINT-LEGER transmettra un rapport annuel de ces activités à la direction régionale de l'environnement Lorraine et une synthèse finale des travaux à la DIREN Lorraine et au ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, direction de l'eau et de la biodiversité.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation auprès du Tribunal Administratif de NANCY, dans un délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

Article 8 : Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à M. Xavier SAINT-LEGER ;
 - publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
- et dont copie sera par ailleurs adressée aux :
- Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat direction de l'eau et de la biodiversité,
 - Sous-préfet de Toul,
 - Directeur régional de l'environnement,
 - Directeur départemental de l'équipement et de l'Agriculture,
 - Directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
 - Directeur territorial de l'Office National des Forêts,
 - Directeur départemental de la sécurité publique,
 - Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 18 septembre 2009 portant renouvellement des membres du comité local d'information et de concertation du site Storengy de Cerville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Dans l'arrêté préfectoral du 7 mai 2006 susvisé, les mots " Gaz de France" sont remplacés par les mots "Storengy".

Article 2 : L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2006 précité est modifié comme suit :

Le comité local d'information et de concertation est composé de 21 membres répartis en cinq collèges, comme indiqué ci-dessous :

Le collège « administration » comprend :

- M. le préfet ou son représentant,
- Un représentant du service interministériel de défense et de protection civile,
- Un représentant du service départemental d'incendie et de secours,
- Un représentant de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé de l'inspection des installations classées,
- Un représentant de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture,
- Un représentant de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Le collège « collectivités territoriales » comprend :

- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune de Cerville,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune de Laneuvelotte,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune de Pulnoy,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune de Seichamps,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune de Velaine-sous-Amance,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la communauté urbaine du Grand Nancy,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la communauté de communes du Grand Couronné,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante du conseil général de Meurthe-et-Moselle.

Le collège « exploitants » comprend :

- Au maximum 2 représentants de la société Storengy.

Le collège « riverains » comprend :

- Un représentant du GAEC d'Ouches, 1 grande rue, 54200 CERVILLE,
- M. Gérard FERRY, 20 rue du moulin, 54200 CERVILLE.

En qualité de personnalités qualifiées :

- M. Hervé COMBEAU, École des mines de Nancy.

Le collège « salariés » comprend :

- Au maximum 2 salariés satisfaisant aux conditions fixées par l'article D 125-30 VI du code de l'environnement.

Le reste sans changement

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du comité et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 22 septembre 2009 relatif à la constitution d'un groupe de travail chargé d'élaborer un règlement de publicité à Villers-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Il est institué pour la ville de VILLERS-LES-NANCY un groupe de travail, présidé par le maire de la commune ou son adjoint, et ainsi composé :

1 – MEMBRES AYANT VOIX DELIBERATIVE

a) Représentants des services de l'Etat :

- M. le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- M. le directeur régional de l'environnement, ou son représentant,
- M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, ou son représentant,
- M. le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine, architecte des bâtiments de France, ou son représentant.

b) Elus locaux – Commune de VILLERS-LES-NANCY :

- M. Cyrille PERROT,
- M. Claude SURGET,

c) Elu de la Communauté urbaine du grand NANCY, compétent en la matière :

- M. Michel CANDAT.

2 – MEMBRES AYANT VOIX CONSULTATIVE

Représentants des entreprises de publicité :

- M. le représentant de la société CLEAR CHANNEL, région Grand Est ZI rue Gay Lussac - 67201 STRASBOURG,
- M. le directeur de la société JCDecaux, 13 allée des peupliers ZI HOUEMONT BP 89 - 54183 HEILLECOURT cedex, ou son représentant,
- M. le directeur de la société CBS OUTDOOR, Cellule des concessions et de la réglementation, 3 esplanade du Foncet - 92130 ISSY LES MOULINEAUX, ou son représentant,
- M. Laurent THIVEL de la société PUBLIMAT, 32 rue d'Essey-lès-Nancy - 54113 SAINT MAX cedex, ou M. Jean Marc PARIS,
- M. le directeur de la société Insert 5 rue de Marigan - 75008 PARIS, ou son représentant.

Article 2 : Le groupe de travail est chargé d'élaborer un règlement local de publicité délimitant des zones de publicité, ainsi que les prescriptions qui s'y appliquent.

Article 3°: Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès du préfet signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de VILLERS-LES-NANCY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacune des personnes citées à l'article 1^{er} et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 22 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières

Arrêté n° 09.OSD.37 du 17 septembre 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire pour les opérations de liquidation et de liaison dans le cadre de la paye sans ordonnancement préalable à l'école d'architecture de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 65-845 du 4 octobre 1965 relatif au paiement sans ordonnancement préalable des rémunérations et de leurs accessoires servis aux fonctionnaires et agents des services de l'État ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;
Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;
Vu le décret du président de la République du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu le décret du 6 avril 2009 nommant à compter du 6 avril 2009 M. Lorenzo DIEZ en qualité de directeur de l'école nationale supérieure d'architecture de Nancy ;
Vu l'arrêté du ministère de la culture et de la communication du 27 juillet 2009 affectant par voie de détachement, à compter du 1^{er} septembre 2009, Mme Bernadette CLAVEL, attachée principale, à l'école d'architecture de Nancy ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Lorenzo DIEZ, directeur de l'école d'architecture de Nancy, ainsi qu'à Mme Bernadette CLAVEL, secrétaire générale de l'école d'architecture de Nancy, à l'effet de signer en mon nom tous les documents liquidatifs et de liaison relatifs à la rémunération des fonctionnaires et agents de l'État de l'école d'architecture de Nancy.

Article 2 : L'arrêté préfectoral 09.OSD.35 du 27 juillet 2009, portant même objet, est abrogé.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture, et M. le trésorier payeur général de la région Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et qui sera notifié à :

- M. Lorenzo DIEZ, directeur de l'école d'architecture de Nancy
- Mme Bernadette CLAVEL, secrétaire générale de l'école d'architecture de Nancy.

Nancy, le 17 septembre 2009

Le préfet,
Dominique BELLION

Arrêté n° 09.BMSSE.127 du 29 septembre 2009 accordant délégation de signature à M. Alexander ENTZER, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
Vu le décret N° 79-180 du 6 mars 1979 instituant les services départementaux de l'architecture, ensemble les textes visés par ce décret, modifié par le décret N°96-492 du 4 juin 1996 ;
Vu le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2009-176 du 16 février 2009, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;
Vu le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu la circulaire N° 00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
Vu le courrier du ministère de la culture et de la communication du 10 septembre 2009 nommant M. Alexander ENTZER chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle .

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Alexander ENTZER, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine, à l'effet de signer :

- a) les actes et documents liés à l'exécution des missions prévues par le décret n° 79-180 du 6 mars 1979 modifié, particulièrement l'article 2 définissant les missions des services départementaux de l'architecture ;
- b) les actes de gestion concernant les personnels de catégorie A, B et C.
- c) dans le cadre de la gestion courante du budget alloué par le ministère de la culture et de la communication, pour les besoins du service départemental de l'architecture et du patrimoine, et ordonnancé par le préfet :
 - les bons et lettres de commande (à l'exception des contrats, baux, conventions et marchés),
 - la certification des factures et l'établissement de certificats administratifs nécessaires à certains mandatements.

Article 2 : M. Alexander ENTZER, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Article 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
 - 2) aux ministres,
 - 3) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
 - 5) au président du Conseil Général,
 - 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 4 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.94 du 27 juillet 2009 chargeant M. Alexander ENTZER d'assurer l'intérim des fonctions de chef du service départemental d'architecture et du patrimoine, est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Alexander ENTZER, chef du service départemental d'architecture et du patrimoine, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 septembre 2009

Le préfet,
Dominique BELLION

Arrêté n° 09.BMSSE.128 du 29 septembre 2009 accordant délégation de signature M. Jean-Marie ZIMMERMANN, chef des services du Trésor Public et gérant intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation des acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements ;

Vu le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2009-176 du 16 février 2009, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2006-1792 du 23 décembre 2006 relatif au transfert des compétences de la Direction Générale des Impôts à la Direction Générale de la Comptabilité Publique en matière domaniale ;

Vu le décret du 03 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION, préfet du département de la Meurthe et Moselle ;

Vu le décret du 15 juillet 2009 portant mutation, promotion, nomination et réintégration de trésoriers-payeurs généraux, affectant M. Christian BRUNET à l'administration centrale du ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique en qualité de délégué du directeur général des finances publiques pour l'inter région Rhône-Alpes-Bourgogne ;

Vu l'arrêté du 23 août 2005 relatif à l'organisation de la gestion de patrimoines privés et de biens privés ;

Vu la décision en date du 29 juillet 2009 du Directeur Général des Finances Publiques confiant, à compter du 1^{er} octobre 2009, la gestion intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle à M. Jean-Marie ZIMMERMANN, chef des services du Trésor Public et Fondé de pouvoir ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle :

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Marie ZIMMERMANN, chef des services du Trésor Public et gérant intérimaire de la trésorerie générale du département de Meurthe-et-Moselle à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, les décisions, contrats, conclusions, mémoires et, d'une façon plus générale, tous les actes, y compris les actes de procédure, se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes :

Numéro	Nature des attributions	Références
1	Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature au nom de l'Etat des actes de gestion et de réalisation des biens domaniaux	Art. L. 69 (3 ^{ème} alinéa), R. 32, R. 66, R. 76-1, R. 78, R. 128-3, R. 128-7, R. 128-8, R. 129-1, R. 129-2, R. 129-4, R. 129-5, R. 148, R. 148-3, A. 102, A. 103, A. 115 et A. 116 du code du domaine de l'Etat. Art. L. 3212-2 du code général de la propriété des personnes publiques.
2	Stipulation au nom de l'Etat dans les actes d'acquisition et de prise en location d'immeubles et de droits immobiliers ou de fonds de commerce intéressant les services publics civils ou militaires de l'Etat.	Art. R. 18 du code du domaine de l'Etat.
3	Autorisation d'incorporation au domaine public des biens du domaine privé de l'Etat.	Art. R. 1 du code du domaine de l'Etat.
4	Acceptation de remise au domaine des biens immobiliers et constatation des remises d'immeubles aux services publics affectataires.	Art. R. 83-1 et R. 89 du code du domaine de l'Etat.
5	Arrêtés d'affectation définitive ou provisoire et arrêtés portant changement d'utilisation des immeubles domaniaux ou des immeubles détenus en jouissance par l'Etat.	Art. R. 83 et R. 84 du code du domaine de l'Etat.
6	Octroi des concessions de logements.	Art. R.95 (2 ^{ème} alinéa) et A.91 du code du domaine de l'Etat.
7	Instances domaniales de toute nature autres que celles qui se rapportent à l'assiette et au recouvrement des droits, redevances et produits domaniaux.	Art. R. 158 1° et 2°, R. 158-1, R. 159, R. 160 et R. 163 du code du domaine de l'Etat.
8	Participation du service du Domaine à certaines adjudications d'immeubles dont les propriétaires avaient bénéficié de prêts spéciaux à la construction garantis par l'Etat.	Art. R. 105 du code du domaine de l'Etat.

9	Gestion des biens dépendant de patrimoines privés dont l'administration ou la liquidation ont été confiées au service du Domaine.	Art. 809 à 811-3 du code civil. Loi validée du 5 octobre 1940. Loi validée du 20 novembre 1940. Ordonnance du 5 octobre 1944. Loi du 23 juin 2006. Décret 2006-1792 du 23 décembre 2006.
10	Dans les départements en « service foncier » : tous actes de procédures et toutes formalités relatifs aux acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce poursuivies, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, à l'exclusion de ceux visés aux articles R 179 et R 180 du code du domaine de l'Etat. Dans les cas d'opérations poursuivies pour le compte de départements, de communes ou d'établissements publics dépendant de ces collectivités, signature de la convention conclue avec ces collectivités ou établissements en vue de l'accomplissement de ces opérations par les services de la direction générale de la comptabilité publique.	Art. R. 176 à R. 178 et R. 181 du code du domaine de l'Etat. Décret n° 67-568 du 12 juillet 1967. Art. 59 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004.

Article 2 : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Marie ZIMMERMANN, chef des services du Trésor Public et gérant intérimaire de la trésorerie générale du département de Meurthe-et-Moselle, à l'effet :

- d'émettre et d'adresser, à chaque ordonnateur secondaire délégué affectataire de locaux au sein de la cité administrative de Nancy ou au représentant des occupants ayant une personnalité juridique et financière différente de celle de l'Etat, les titres de perception pour la quote-part des charges de fonctionnement qui lui incombe ;
- d'engager et de mandater les dépenses de fonctionnement liées à la gestion de la cité administrative de Nancy.

Article 3 : M. Jean-Marie ZIMMERMANN, chef des services du Trésor Public et gérant intérimaire de la trésorerie générale du département de Meurthe-et-Moselle, définit, par arrêté pris au nom du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Article 4 : Demeurent réservées à la signature de M. le préfet les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2) aux ministres,
- 3) aux parlementaires,
- 4) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5) au président du conseil général,
- 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy

Article 5 : Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} octobre 2009. A cette même date, l'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.100 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. Christian BRUNET, trésorier-payeur général, est abrogé.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Marie ZIMMERMANN, chef des services du Trésor Public et gérant intérimaire de la trésorerie générale, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 29 septembre 2009

Le préfet,
Dominique BELLION

Arrêté n° 09.OSD.38 du 29 septembre 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Marc DERHAN, fondé de pouvoir assistant à la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;
Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés ;

Vu le décret du président de la République du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté du 17 mars 2008, affectant M. Marc DERHAN, trésorier principal, en qualité de fondé de pouvoir assistant à la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'instruction 07-035-D8 du 19 juillet 2007 du ministère de l'économie et des finances (Direction générale de la comptabilité publique) relative à la gestion des cités administratives ;

Vu la décision du Ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat du 29 juillet 2009, confiant à M. Jean-Marie ZIMMERMANN, chef des services du trésor public, la gestion intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} octobre 2009 ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

Article 1^{er} : Afin de préserver le principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable, compte tenu des missions confiées à M. Jean-Marie ZIMMERMANN dans le cadre de la gestion intérimaire de la trésorerie générale, délégation de signature est accordée à M. Marc DERHAN, fondé de pouvoir assistant à la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle à l'effet de liquider les dépenses et de signer les mandats édités par la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle imputés sur le budget de l'économie, des finances et de l'industrie (code 07) au titre des programmes suivants :

- programme 156 « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local »
- programme 722 « Dépenses immobilières »

Article 2 : La délégation visée à l'article 1^{er} ne concerne pas les éventuels ordres de réquisition du comptable public, qui demeurent soumis à ma signature.

Article 3 : M. Marc DERHAN peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature à un ou des agents dont la fonction est compatible avec le principe de séparation des fonctions de l'ordonnateur et du comptable. Cette signature est accréditée auprès de M. le trésorier payeur général en tant que comptable assignataire des dépenses imputées sur les programmes susvisés.

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE EXERCANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR
EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

Article 4 : Délégation de signature est accordée à M. Marc DERHAN à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée pour les fournitures et services (seuils inférieurs à 133 000 € hors taxes) et les marchés de travaux inférieurs à 206 000 € hors taxes, dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental en vigueur pour les dépenses relevant de la délégation visée à l'article 1^{er} du présent arrêté. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable préalable.

Sont exclus de cette délégation les marchés formalisés quels que soient leurs montants.

Article 5 : Délégation de signature est également donnée à M. Marc DERHAN à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, les actes d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

Article 6 : M. Marc DERHAN m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € HT. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Article 7 : M. Marc DERHAN peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

Article 8 : Le présent arrêté prend effet le 1^{er} octobre 2009. A cette même date, l'arrêté préfectoral 09.OSD.32 du 27 juillet 2009 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Jean-Marie ZIMMERMANN, est abrogé.

Article 9 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le fondé de pouvoir assistant à la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle et M. le gérant intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 29 septembre 2009

Le préfet,
Dominique BELLION

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 2009-DRCLAJ/1-055 (Moselle/Meurthe-et-Moselle) en date du 21 septembre 2009 autorisant l'adhésion de la commune d'Ars-sur-Moselle au syndicat intercommunal des eaux de Gravelotte et de la Vallée de l'Orne

Le préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone de défense Est,
Préfet de la Moselle,
Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Est autorisée l'adhésion de la commune d'ARS-SUR-MOSELLE au syndicat intercommunal des eaux de Gravelotte et de la Vallée de l'Orne à compter du 1^{er} janvier 2010.

Article 2 : Un exemplaire des délibérations précitées sera annexé au présent arrêté qui sera publié, conformément aux usages locaux, par les collectivités concernées et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Moselle.

Les annexes pourront être consultées à la Préfecture.

Article 3 : Les Secrétaires Généraux des Préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle, les Sous-Préfets de Briey, Metz-Campagne et Thionville, le Trésorier-Payeur Général de la Région Lorraine et de la Moselle, le Trésorier-Payeur général de Meurthe-et-Moselle, le Président du syndicat, le Maire de la commune d'ARS-SUR-MOSELLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au Président de la Chambre Régionale des Comptes de Lorraine.

Nancy, le 21 septembre 2009
Pour le préfet et par délégation,
En l'absence du secrétaire général,
Le sous-préfet, chargé de mission,
Michel JEANNEY

Metz, le 21 septembre 2009
Pour le préfet,
Le secrétaire général,
Jean-Francis TREFFEL

Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire

Extrait de l'arrêté du 16 septembre 2009 autorisant la nomination de régisseurs d'État auprès de la police municipale de Malzéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 10 décembre 2008 est abrogé.

Article 2 : Mlle Aurélie FREBY, gardien de police municipale, est nommée en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

Article 2 : L'intéressée est dispensée de cautionnement mais percevra l'indemnité de régisseur en application de l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001.

Article 3 : Le régisseur titulaire, responsable de la police municipale, encaisse et verse les fonds à la trésorerie d'Essey-lès-Nancy.

Article 4 : M. Gérard WOLLBRETT, agent de surveillance de la voie publique, est nommée en qualité de régisseur suppléant.

Article 5 : Mlle Sylvie YOEUSLEY, adjoint administratif, est désignée régisseur mandataire. Cependant et compte tenu de sa fonction au sein de la commune, l'intéressée n'est pas habilitée à dresser procès-verbal.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Malzéville et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux régisseurs et mandataire concernés par le maire. Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 16 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

Extrait de l'arrêté en date du 29 septembre 2009 autorisant la modification de l'article 6 des statuts du syndicat des eaux de Lantéfontaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres de l'EPCI, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

AR R E T E

Article 1^{er} : La modification de l'article 6 « Administration » des statuts du syndicat des eaux de Lantéfontaine est autorisée comme suit :

« Article 6 – Administration

Le syndicat est administré par un comité. Chaque commune est représentée au sein du comité par deux délégués titulaires et deux délégués suppléants élus par les conseils municipaux de chacune d'elles. Il peut être convoqué extraordinairement par son président, soit sur son initiative, soit à la demande du tiers au moins des membres du comité. Dans toutes les délibérations du syndicat, la voix du président est prépondérante en cas de partage de voix ».

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le président du syndicat des eaux de Lantéfontaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 29 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le sous-préfet,
Jacky HAUTIER

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

Extrait de l'arrêté du 24 septembre 2009 accordant l'agrément aux associations sportives de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : L'agrément ministériel prévu par la loi susvisée du 16 juillet 1984 modifiée, est accordé aux associations dont les noms suivent, pour la pratique des activités physiques et sportives précisées pour chacune d'entre elles :

54 S 1882	ENTENTE OFP - CAC 2, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 54670 CUSTINES	ATHLETISME
54 S 1883	NOUVELLE ASSOCIATION BADMINTON LAXOU (NABLA) 12, place de la Liberté 54520 LAXOU	BADMINTON
54 S 1884	REFLEXIONS – MEDIATIONS – SOLIDARITE (R.M.S.) 71, rue Saint Nicolas 54000 NANCY	FOOTBALL
54 S 1885	UNION SPORTIVE HANDISPORT PONT A MOUSSON Hôtel de Ville Place Duroc - B.P. 275 54701 PONT A MOUSSON	HANDISPORT
54 S 1886	KARATE DO CLUB PONT A MOUSSON 42 B, rue Victor Hugo 54700 PONT A MOUSSON	KARATE
54 S 1887	TENNIS CLUB TOUL 870 D, avenue Clemenceau 54200 TOUL	TENNIS
54 S 1888	LA CADENIACIENNE 3, route de Dommartin 54200 CHAUDENEY SUR MOSELLE	UFOLEP
54 S 1889	ASSOCIATION DES DISCIPLINES TRADITIONNELLES ET DES ARTS MARTIAUX ORIENTAUX (A.D.T.A.O.) Maison des Associations 2, rue de l'Hôtel de Ville 54670 CUSTINES	WUSHU, ARTS ENERGETIQUES ET MARTIAUX CHINOIS

Article 2 : La Directrice Régionale Adjointe de la Jeunesse et des Sports est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Présidents des associations concernées et qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 24 septembre 2009

Pour le préfet et par subdélégation,
La directrice régionale adjointe de la jeunesse et des sports,
Sylvie MOUYON PORTE

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

Arrêté du 18 septembre 2009 portant arrêté permanent pour la réglementation de la circulation au droit des « chantiers courants » sur le réseau routier national, hors agglomération

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de la route ;

Vu le code du domaine de l'État ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de justice administrative ;
Vu le code pénal ;
Vu le code de procédure pénale ;
Vu le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
Vu le décret N° 2005-1499 du 5 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national ;
Vu le décret N° 2006-634 du 16 mars 2006 portant création et organisation des directions interdépartementales des routes ;
Vu le décret du Président de la République, en Conseil des Ministres, en date du 3 juillet 2009, nommant Monsieur Dominique BELLION préfet de Meurthe et Moselle ;
Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
Vu l'arrêté du 07 juillet 2006 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
Vu la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
Vu les guides techniques de la signalisation temporaire du SETRA ;
Vu le cahier de recommandation élaboré par le service gestionnaire ;
Considérant le caractère répétitif des chantiers courants sur le réseau routier national ;
Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des intervenants chargés de l'exécution des chantiers courants, de réglementer la circulation au droit des chantiers courants ;
Sur proposition de Monsieur le directeur interdépartemental des routes – Est ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté permanent s'applique de jour comme de nuit aux chantiers courants, fixes ou mobiles, hors agglomération, quelle que soit la nature des travaux, exécutés ou contrôlés par la Direction Interdépartementale des Routes - Est sur le réseau routier national dont elle a la charge dans le département de Meurthe et Moselle.

Article 2 : Un chantier est dit « courant », au sens de la circulaire 96-14 du 6 février 1996, s'il n'entraîne pas de gêne notable pour l'usager. En particulier, la capacité résiduelle au droit du chantier doit rester compatible avec la demande prévisible de trafic.

Les mesures d'exploitation définissant les chantiers courants sont donc :

A - sur les routes bi-directionnelles :

- aucune réduction de capacité les jours hors chantier, fixés annuellement par circulaire ministérielle,
- aucune déviation de la circulation,
- possibilité de mise en oeuvre d'un alternat sur une section de longueur inférieure ou égale à 500 (cinq cents) mètres,
- débit prévisible inférieur ou égal à 1000 véhicules/heure par voie laissée libre à la circulation (pour une voie de largeur supérieure ou égale à 3 mètres et hors alternat).

B - sur les routes à chaussées séparées (2 x 2 voies ou plus) :

- aucune réduction de capacité les jours hors chantier, fixés annuellement par circulaire ministérielle,
- zone de restriction de capacité de longueur inférieure à 6 km,
- aucun basculement partiel de la circulation,
- aucune réduction de la largeur de voie aboutissant à une largeur inférieure à 3 mètres,
- inter distance minimale entre deux chantiers consécutifs organisés sur la même chaussée :
 - * 5 km si l'un des deux chantiers ne neutralise pas de voie de circulation,
 - * 10 km si au moins l'un des deux chantiers laisse libre deux voies ou plus de circulation, l'autre laissant libre au moins une voie,
 - * 20 km lorsque les deux chantiers ne laissent libre qu'une voie de circulation ou si l'un des deux chantiers entraîne un basculement de circulation (quelle que soit la chaussée concernée) et l'autre neutralise au moins une voie de circulation (quelle que soit la chaussée concernée),
 - * 30 km si les deux chantiers entraînent un basculement de circulation,
- débit prévisible par voie laissée libre à la circulation inférieur à : 1200 véhicules/heure en rase campagne, 1500 véhicules/heure en zone urbaine ou péri urbaine.

Article 3 : Les restrictions suivantes, appliquées individuellement ou dans leur totalité, peuvent être imposées au droit des chantiers courants définis à l'article 2 :

A) ROUTES BIDIRECTIONNELLES :

Rétrécissement de chaussée avec ou sans neutralisation de voie - Limitation de vitesse - Interdiction de dépasser - Interdiction de s'arrêter ou de stationner - Mise en place d'un alternat.

B) ROUTES À CHAUSSÉES SÉPARÉES :

Limitation de vitesse - Interdiction de dépasser - Interdiction de s'arrêter ou de stationner - Basculement total des voies de circulation - Neutralisation de voie(s) de circulation – Réduction de la largeur de voies pourvu que la largeur de la voie réduite reste supérieure à 3 mètres - Fermeture nocturne de bretelles ou de sections courantes d'autoroutes ou voies rapides urbaines entraînant une déviation du trafic dès lors que cette mesure est prévue dans un plan de gestion de trafic ou dans tout autre document établi à l'avance après étude spécifique d'exploitation. Toute autre disposition spécifique devra faire l'objet d'un arrêté particulier.

Article 4 : La signalisation des chantiers doit être conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses modificatifs, ainsi qu'à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques et manuels de Chef de Chantier).

La signalisation des chantiers sera mise en oeuvre par ou sous le contrôle du gestionnaire de la voie.

Article 5 : Les interventions d'urgence, qui ne peuvent rentrer dans le cadre d'un chantier programmable, destinées à assurer la sécurité immédiate des usagers et la fluidité du trafic, sont couvertes par le présent arrêté. Dans ce cas, des restrictions non prévues à l'article 3 pourront être imposées au titre du présent arrêté sous réserve qu'elles n'excèdent pas 24 heures. Un arrêté particulier devra être pris dès lors que ces restrictions excéderont le délai de 24 heures.

Article 6 : Pour les travaux effectués par des tiers sur le réseau de l'article 1^{er}, en sus des autres procédures réglementaires éventuellement applicables (permissions de voirie, accord préalable, etc.), la mise en oeuvre des mesures définies dans le présent arrêté doit faire l'objet d'une validation préalable par le service gestionnaire.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté.

Les arrêtés permanents n° 97/DDE/152/CDES et n° 97/DDE/153/CDES portant réglementation temporaire de la circulation au droit des chantiers courants sur le réseau routier national signés le 10 juin 1997 sont abrogés.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le préfet de région Lorraine, préfet de la Moselle, préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est,
 - Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement,
 - Monsieur le président du Conseil Général,
 - Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- Nancy, le 18 septembre 2009

Le préfet,
Dominique BELLION

Division d'exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-062 en date du 24 septembre 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'entretien de la déviation de Longwy sur la RN 52 du PR 19+950 au PR 23+500

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 52	
POINTS REPERES (PR)	PR 19+950 à PR 23+500	
SENS	Metz => Belgique et Belgique => Metz	
SECTION	Section courante	
NATURE DES TRAVAUX	Entretien courant	
PERIODE GLOBALE	Du lundi 28 septembre au jeudi 01 octobre 2009	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Coupure d'une route bidirectionnelle avec sortie obligatoire. Mise en place d'itinéraire de déviations dans les 2 sens de circulation.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Villers-la-Chèvre	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Villers-la-Chèvre

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du lundi 28 sept. 2009 au jeudi 1 ^{er} oct. 2009 de 8h00 à 17h00	Du PR 18+200 au PR 24+550 2 sens de circulation	- Coupure de la N 52 avec sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-Martin Centre dans le sens Metz => Belgique - Coupure de la N 52 avec sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-Martin Val dans le sens Belgique => Metz	- Les usagers en direction de la Belgique sont invités à emprunter la sortie Mont-Saint-Martin Centre en direction de la ville de Longwy selon l'itinéraire de déviation suivant : par la RD 918 - Avenue de Longwy, Boulevard de Metz, jusqu'à l'échangeur de Mont-Saint-Martin VAL - Les usagers en direction de Metz sont invités à emprunter la sortie Mont-Saint-Martin VAL en direction de la ville de Mont-Saint-Martin selon l'itinéraire de déviation suivant : par la RD 918 - Boulevard de Metz, Avenue de Longwy, jusqu'à l'échangeur de Mont-Saint-Martin Centre

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Longwy, Mont saint Martin ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle, Monsieur le commissaire de Longwy et Monsieur le commissaire de Villerupt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire des communes de Longwy et Mont saint Martin.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 24 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté 2009-DIR-Est - DE de Metz - du 25 septembre 2009 portant réglementation de la police de circulation sur l'autoroute A 33

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Champ d'application

Est soumise aux dispositions du code de la Route et aux prescriptions du présent arrêté, la circulation sur la section de l'autoroute A33 dans le département de la Meurthe-et-Moselle, dont les limites sont définies comme suit :

Origine : Bifurcation A31/A33 au PR 0+000

Échangeurs :

Échangeurs	Routes rencontrées
Bifurcation A33/A31 + Diffuseur non numéroté	A31 + voie communale
Diffuseur n° 2a	RD974
Diffuseur n° 2b	RD974
Bifurcation A33/A330	A330
Diffuseur n° 3	Voie communale
Diffuseur n° 4	RD71
Diffuseur n° 5	RD116
Diffuseur n° 6	Voie communale
Diffuseur n° 7	RD400

Extrémité : Limite A33/RN4 - PR25+998

Sont également soumises aux précédentes dispositions, les aires de repos et de service suivantes :

Aire de repos et de service	Sens de circulation
Aire de repos « de Clairlieu »	Nancy - Lunéville
Aire de repos « de Villers »	Lunéville - Nancy

Article 2 : Accès

L'accès et la sortie de la section visée à l'article premier ne peuvent se faire que par les chaussées aux extrémités du domaine routier ou aux points d'échanges prévus à cet effet.

Sauf circonstances exceptionnelles, tous les autres accès ou issues sont interdits. Ces derniers sont, soit clos par des portes, soit signalés par des panneaux (accès ou sens interdits) avec panonceau "sauf service".

Sont toutefois autorisés à emprunter ces autres accès ou issues, les agents et les véhicules du gestionnaire de la voirie, des forces de police ou de gendarmerie, de la protection civile, de lutte contre les incendies, de secours aux blessés, des entreprises appelées à travailler sur l'autoroute munies d'une autorisation du gestionnaire de la voirie et des dépanneurs répondant aux conditions fixées par le cahier des charges de dépannage du gestionnaire de voirie.

Article 3 : Péages

Néant

Article 4 : Limitation de vitesse

Section courante : la limitation de vitesse est de 110 km/h hormis les sections ci-dessous où des mesures particulières sont prises pour des raisons de trafic, de sécurité et de protection de l'environnement :

Section courante - Sens Nancy - Lunéville	
Sections	Vitesse maximale autorisée
du PR 7+500 au PR 9+700	90 km/h
du PR 7+600 au PR 9+800	70 km/h (1) (2)
du PR 9+800 au PR 10+950	90 km/h (2)
du PR 20+400 au PR 23+550	90 km/h (2)
Section courante - Sens Lunéville - Nancy	
Sections	Vitesse maximale autorisée
du PR 20+700 au PR 18+800	90 km/h (2)

(1) Véhicules, véhicules articulés, trains doubles ou ensemble de véhicules dont le poids total autorisé en charge ou le poids total roulant autorisé est supérieur à 3,5t

(2) Véhicules tractant une caravane ou une remorque de plus de 750kg et dont le poids total roulant, véhicule plus remorque, n'excède pas 3,5t

Échangeurs : La limitation de vitesse est de 90km/h sur les bretelles de sortie des échangeurs hormis pour les échangeurs ci-dessous où des mesures particulières sont prises pour des raisons de trafic et de sécurité :

Échangeurs	Vitesse maximale autorisée	
	Sens Nancy - Lunéville	Sens Lunéville - Nancy
Bifurcation A33/A31 vers Toul	---	bretelle de sortie en venant de Lunéville par palier dégressif de 90 km/h à 70 km/h bretelle d'entrée sur A31 en venant de Nancy, 70 km/h
Diffuseur non numéroté	-----	par palier dégressif de 70 km/h à 50 km/h
Diffuseur n°2a	par palier dégressif de 90 km/h à 70 km/h	50 km/h
Diffuseur n°2b	par palier dégressif de 50 km/h à 30 km/h	par palier dégressif de 90 km/h à 70 km/h
Bifurcation A33/A330 vers A330 direction Epinal	par palier dégressif de 90 km/h à 70 km/h	par palier dégressif de 90 km/h à 70 km/h puis 30 km/h
Bifurcation A33/A330 vers A330 direction Nancy	par palier dégressif de 90 km/h à 70 km/h puis 30 km/h	90 km/h
Diffuseur n°3	par palier dégressif de 90 km/h à 50 km/h	par palier dégressif de 90 km/h à 70 km/h
Diffuseur n°4	par palier dégressif de 90 km/h à 70 km/h	par palier dégressif de 90 km/h à 70 km/h
Diffuseur n°6	par palier dégressif de 90 km/h à 70 km/h	par palier dégressif de 90 km/h à 70 km/h
Diffuseur n°7	par palier dégressif de 90 km/h à 70 km/h	

Aire de repos et de service : La limitation de vitesse sur les bretelles d'accès aux aires de repos et de service s'effectue par paliers dégressifs de 20 km/h de 90 km/h à 30 km/h.

Article 5 : Restriction de circulation

Voies spéciales pour véhicules lents : Les véhicules lents doivent emprunter les voies spécialisées pour véhicules lents suivantes :

Sens Nancy - Lunéville	Sens Lunéville - Nancy
Du PR 19+400 au PR 20+350	du PR 22+250 au PR 20+700 du PR 9+900 au PR 7+800

A l'extrémité de ces voies "spéciales pour véhicules lents", la voie devient la voie de droite de la section courante. La voie de gauche se rabat sur la voie médiane.

Interdiction de dépasser : Pour des raisons de trafic et de sécurité, les interdictions de dépasser sont mises en place sur les sections suivantes :

Sens Nancy - Lunéville		Sens Lunéville - Nancy	
Sections	Véhicules	Sections	Véhicules
Du PR 0+600 au PR 6+600	(2)	Du PR 22+050 au PR 20+600	(3)
Du PR 6+600 au PR 10+200	(1)	Du PR 9+650 au PR 7+500	(3)
Du PR 19+600 au PR 20+450	(3)	Du PR 5+500 au PR 0+600	(2)

(1) Véhicules, véhicules articulés, trains doubles ou ensemble de véhicules dont le poids total autorisé en charge ou le poids total roulant autorisé est supérieur à 3,5t

(2) Véhicules, véhicules articulés, trains doubles ou ensemble de véhicules dont le poids total autorisé en charge ou le poids total roulant autorisé est supérieur à 3,5t de 7h à 20h

(3) Véhicules lents

Article 5bis : Restrictions particulières

La circulation au droit des chantiers courants est réglementée par un arrêté permanent de chantier selon les dispositions de la circulaire n° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier.

La circulation au droit des chantiers spécifiques dits non courant est réglementée par des arrêtés temporaires de chantier spécifiques selon les dispositions de la circulaire n° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier.

Toutes autres restrictions non mentionnées dans le présent arrêté est soumis à un arrêté préfectoral spécifique.

Article 6 : Régime de priorités

Le régime de priorité sur les bretelles de sortie des échangeurs de l'autoroute A33 s'effectue comme suit :

Échangeurs	Sens Nancy - Lunéville			Sens Lunéville - Nancy		
	Voie prioritaire	Voie avec laquelle s'attache le régime	Régime de priorité	Voie prioritaire	Voie avec laquelle s'attache le régime	Régime de priorité
Bifurcation A33/A31 vers Toul				Bretelle A33	Bretelle venant de Nancy	Adjonction de voie
Bifurcation A33/A31				Bretelle A31	Bretelle	Cédez le passage
Diffuseur n° 2a	RD974	Bretelle	Stop	RD974	Bretelle	Stop
Diffuseur n° 2b	RD974	Bretelle	Cédez le passage	RD974	Bretelle	Adjonction de voie
Bifurcation A33/A330 vers A330 direction Epinal	A330	Bretelle A33	Cédez le passage	A330	Bretelle A33	Cédez le passage
Bifurcation A33/A330 vers A330 direction Nancy	A330	Bretelle A33	Cédez le passage	A330	Bretelle A33	Cédez le passage
Diffuseur n° 3	Voie communale	Bretelle	Cédez le passage	RD	Bretelle	Adjonction de voie
Diffuseur n° 4	RD71	Bretelle	Cédez le passage	RD71	Bretelle	Cédez le passage
Diffuseur n° 5	RD116	Bretelles direction Rosières et Dombasle	Stop			
Diffuseur n° 6	Voie communale	Bretelle	Cédez le passage	Voie communale	Bretelle	Stop

Article 7 : Aires de repos et de service

Arrêt et stationnement : L'arrêt et le stationnement des véhicules sont interdits en dehors des emplacements aménagés à cet effet, et notamment sur les voies de circulation, d'accélération, de décélération, d'évitement et les accotements.

Les lavages, nettoyages et vidanges de véhicules, ainsi que le camping, sont interdits dans toute l'emprise décrit à l'article premier de cet arrêté.

Durée de stationnement : Tout véhicule inoccupé demeurant immobile sur les parkings des aires de repos et de service sera réputé abandonné au-delà d'un délai de 48 heures. Tout véhicule réputé abandonné sera enlevé et mis en fourrière, aux frais de son propriétaire, sur réquisition d'un officier de police judiciaire.

Article 8 : Dommages causés aux installations

Toute détérioration du domaine public autoroutier, notamment des ouvrages d'art, chaussées, installations annexes, plantations, portails accès de service, équipements de sécurité basiques et dynamiques, équipements des aires, sera poursuivie et punie selon les lois et règlements en vigueur concernant la conservation du domaine public, conformément aux dispositions de l'article R. 116-2 du code de la voirie routière.

Le gestionnaire de la voirie est habilité à demander réparation à tout usager responsable d'une détérioration du domaine public.

Article 9 : Postes téléphoniques d'appel d'urgence

Les postes d'appel d'urgence doivent être utilisés prioritairement à tout autre moyen de communication pour demander les secours nécessaires en cas d'accident ou de panne et pour signaler tout incident susceptible de mettre en cause la sécurité des autres usagers, car ils permettent de localiser immédiatement l'appel.

Les usagers ayant besoin de secours peuvent utiliser les accotements pour se rendre à pied à ces postes en s'efforçant, chaque fois qu'il est possible, de cheminer derrière les glissières de sécurité. Dans le cas contraire, une circulation à pied au plus près de la glissière de sécurité, est recommandé.

Article 10 : Arrêt en cas de panne ou d'accident

Sauf en cas de nécessité absolue, les conducteurs ne doivent pas arrêter ou stationner leur véhicule sur les chaussées et les accotements, y compris sur les bandes d'arrêt d'urgence.

Tout conducteur se trouvant dans la nécessité absolue d'immobiliser son véhicule doit le faire en dehors des voies réservées à la circulation et dans tous les cas assurer la présignalisation de ce véhicule. S'il n'est pas en mesure de la remettre en marche par ses propres moyens, il doit faire le nécessaire pour assurer d'urgence le dégagement de l'autoroute.

Le fait, pour tout conducteur de contrevenir aux dispositions du présent article, conformément à l'article R421-7 du code de la route, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe.

Lorsque le conducteur ou le titulaire du certificat d'immatriculation est absent ou refuse, malgré l'injonction des agents, de faire cesser le stationnement irrégulier, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent être prescrites dans les conditions prévues aux articles L325-1 et L325-3 du code de la route.

Article 11 : Dépannages

Le service de dépannage est organisé à l'initiative des forces de police territorialement compétentes. Ces dernières sont la Compagnie Républicaine de Sécurité Autoroutière Lorraine Alsace (CRS-ALA).

Le remorquage est interdit entre usagers.

Le dépannage doit être effectué uniquement par les sociétés de dépannage agréées et soumises au cahier des charges des dépanneurs en vigueur.

Article 12 : Divers

Il est interdit à toute personne, sur le domaine autoroutier :

- d'abandonner ou de jeter, en dehors des installations prévues à cet effet, tous papiers, journaux, emballages détritiques, et d'une manière générale, tout objet pouvant nuire à l'hygiène ou à la propreté des installations ou susceptibles de provoquer des troubles ou des accidents ;
- de quêter, de se livrer à une quelconque activité commerciale ou publicitaire sans autorisation ;
- de pratiquer l'auto-stop.

Les animaux introduits sur le réseau par les usagers doivent obligatoirement être tenus de façon à ne pas divaguer. Les animaux abandonnés seront placés en fourrière à la charge de leurs propriétaires.

Article 13 : Prescriptions relatives à l'organisation de l'entretien, de l'exploitation et de la sécurité

Le service gestionnaire de l'autoroute est la Direction Interdépartementale des Routes de l'Est. Elle a en charge l'entretien, la maintenance et l'exploitation du domaine autoroutier au travers des unités suivantes :

- District de Nancy : entretien et exploitation du domaine public autoroutier ;
- Centre d'Ingénierie de Sécurité et de Gestion du Trafic (CISGT) :
 - * maintenance des équipements dynamiques,
 - * viabilité du réseau,
 - * aide au déplacement,
 - * gestion du trafic.

La force de police de l'autoroute est la Direction Zonale des CRS Est (DZ-CRS Est). Elle a en charge la sécurité des biens et des personnes, la gestion des dépanneurs et de leurs interventions au travers de l'unité suivante :

- Compagnie Républicaine de Sécurité Autoroutière Lorraine Alsace (CRS-ALA)

L'autoroute est gérée au travers de la salle opérationnelle du CISGT commune DIR/CRS.

La force de police et le gestionnaire de voirie ci-dessus mentionnés, pourront en concertation prendre toutes mesures de circulation justifiées par les besoins de la sécurité ou par les nécessités de gestion du trafic.

Article 14 : Abrogations ou modifications des arrêtés précédents

Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent arrêté dans les arrêtés permanents antérieurs et notamment l'arrêté n°2001/DDE/619/CDES en date du 24 octobre 2001, l'arrêté n°96/DDE/590/CDES en date du 2 décembre 1996, l'arrêté n°94/DDE/328/INF en date du 14 juin 1994, l'arrêté n°94/DDE/58/INF en 24 février 1994.

Article 15 : Publications

Le présent règlement sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Article 16 : Copies

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes de l'Est et Monsieur le Commissaire Divisionnaire, Directeur zonal de la CRS Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet Délégué pour la Sécurité et la Défense ;
- Monsieur le Sous-préfet de Lunéville ;
- Monsieur le Sous-préfet de Toul ;
- Monsieur le Président du Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle ;
- Mesdames et Messieurs les Maires des communes traversées ;
- Monsieur le Commandant de la Région de Gendarmerie de Lorraine ;
- Monsieur le Directeur Zonal de la Police Aux Frontières (DZ-PAF) ;
- Monsieur le Directeur Régional des Douanes ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Protection Civile
- Monsieur le Directeur Départemental d'Incendie et de Secours de la Meurthe-et-Moselle ;
- Monsieur le Directeur du SAMU ;
- Monsieur le Directeur d'exploitation de la SANEF Est ;
- Monsieur le Directeur d'exploitation de la APRR ;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 septembre 2009

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté 2009-DIR-Est - DE de METZ - du 25 septembre 2009 portant réglementation de la police de circulation sur l'autoroute A 330

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Champ d'application

Est soumise aux dispositions du code de la Route et aux prescriptions du présent arrêté, la circulation sur l'autoroute A330 dans le département de la Meurthe-et-Moselle, dont les limites sont définies comme suit :

Origine : Nancy au PR 0+000

Échangeurs :

Échangeurs	Routes rencontrées
Diffuseur n° 1	RD570
Diffuseur n° 2	Voie communale
Diffuseur n° 3	Voie communale
Diffuseur n° 4	RD570
Bifurcation A330/A33	A33
Diffuseur n° 5	Voie communale
Diffuseur n° 6	RD570
Diffuseur n° 7	RD570

Extrémité : Limite A330/RN57- PR 9+1000

L'aire de service « du Canal de l'Est » dans le sens Nancy Épinal est également soumise aux précédentes dispositions.

Article 2 : Accès

L'accès et la sortie de la section visée à l'article premier ne peuvent se faire que par les chaussées aux extrémités du domaine routier ou aux points d'échanges prévus à cet effet.

Sauf circonstances exceptionnelles, tous les autres accès ou issues sont interdits. Ces derniers sont, soit clos par des portes, soit signalés par des panneaux (accès ou sens interdits) avec panonceau "sauf service".

Sont toutefois autorisés à emprunter ces autres accès ou issues, les agents et les véhicules du gestionnaire de la voirie, des forces de police ou de gendarmerie, de la protection civile, de lutte contre les incendies, de secours aux blessés, des entreprises appelées à travailler sur l'autoroute munies d'une autorisation du gestionnaire de la voirie et des dépanneurs répondant aux conditions fixées par le cahier des charges de dépannage du gestionnaire de voirie.

Article 3 : Péages

Néant

Article 4 : Limitation de vitesse

Section courante : la limitation de vitesse est de 110 km/h hormis les sections ci-dessous où des mesures particulières sont prises pour des raisons de trafic, de sécurité et de protection de l'environnement :

Section courante - Sens Nancy - Épinal		Section courante - Sens Épinal - Nancy	
Sections	Vitesse maximale autorisée	Sections	Vitesse maximale autorisée
Du PR 0+000 au PR 4+950	90 km/h	du PR 4+700 au PR 0+000	90 km/h
Du PR 0+100 au PR 4+950	80 km/h (1)	du PR 4+600 au PR 0+000	80 km/h (1)

(1) Véhicules, véhicules articulés, trains doubles ou ensemble de véhicules dont le poids total autorisé en charge ou le poids total roulant autorisé est supérieur à 3,5t

Échangeurs : La limitation de vitesse est de 90km/h sur les bretelles de sortie des échangeurs hormis pour les échangeurs ci-dessous où des mesures particulières sont prises pour des raisons de trafic et de sécurité :

Échangeurs	Vitesse maximale autorisée	
	Sens Nancy - Epinal	Sens Épinal - Nancy
Diffuseur n° 2		70 km/h
Diffuseur n° 3	70 km/h	
Diffuseur n° 4	par palier dégressif de 70 km/h à 50 km/h	par palier dégressif de 70 km/h à 50 km/h
Bifurcation A330/A33 Vers A33 direction Paris	par palier dégressif de 70 km/h à 30 km/h	par palier dégressif de 70 km/h à 30 km/h
Bifurcation A330/A33	70 km/h	par palier dégressif de 70 km/h à 50 km/h
Diffuseur n° 5	70 km/h	par palier dégressif de 90 km/h à 70 km/h
Diffuseur n° 6	par palier dégressif de 90 km/h à 70 km/h	sans objet
Diffuseur n° 7	par palier dégressif de 90 km/h à 30 km/h, puis 70 km/h	par palier dégressif de 90 km/h à 70 km/h

Aire de repos et de service : La limitation de vitesse sur les bretelles d'accès aux aires de repos et de service s'effectue par paliers dégressifs de 20 km/h de 90 km/h à 30 km/h.

Article 5 : Restriction de circulation

Voies spéciales pour véhicules lents : Les véhicules lents doivent emprunter les voies spécialisées pour véhicules lents suivantes :

Les véhicules lents doivent emprunter les voies spécialisées pour véhicules lents suivantes :

Sens Nancy - Épinal	Sens Épinal - Nancy
Sans objet	du PR 8+932 au PR 8+107

Article 5bis : Restrictions particulières

La circulation au droit des chantiers courants est réglementée par un arrêté permanent de chantier selon les dispositions de la circulaire n° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier.

La circulation au droit des chantiers spécifiques dits non courant est réglementée par des arrêtés temporaires de chantier spécifiques selon les dispositions de la circulaire n° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier.

Toutes autres restrictions non mentionnées dans le présent arrêté est soumis à un arrêté préfectoral spécifique.

Article 6 : Régime de priorités

Le régime de priorité sur les bretelles de sortie des échangeurs de l'autoroute A330 s'effectue comme suit :

Échangeurs	Sens Nancy - Epinal			Sens Epinal - Nancy		
	Voie prioritaire	Voie avec laquelle s'attache le régime	Régime de priorité	Voie prioritaire	Voie avec laquelle s'attache le régime	Régime de priorité
Diffuseur n° 1				RD 570	Bretelle	Feux tricolores (1)
Diffuseur n° 2				Voie communale	Bretelle	Cédez le passage
Diffuseur n° 3	Voie communale	Bretelle	Feux tricolores (2)			
Diffuseur n° 4	RD 570	Bretelle	Cédez le passage	RD 570	Bretelle	Cédez le passage
Bifurcation A330/A33 vers A33 direction Paris	A33	Bretelle A330	Cédez le passage	A33	Bretelle A330	Cédez le passage
Bifurcation A330/A33 vers A33 direction Lunéville	A33	Bretelle A330	Cédez le passage	bretelle A330	Bretelle A330	Cédez le passage
Diffuseur n° 5	Voie communale	Bretelle	Feux tricolores (3)	Voie communale	Bretelle	Feux tricolores(3)
Diffuseur n° 6	RD570	Bretelle	Cédez le passage	---		
Diffuseur n° 7	RD570	Bretelle	Feux tricolores (4)	Bretelle sens Nancy - Epinal	Bretelle sens Epinal - Nancy	Stop

(1) Lorsque les feux ne fonctionnent pas, le régime de priorité qui s'applique est "priorité à droite"

(2) Lorsque les feux ne fonctionnent pas, le régime de priorité qui s'applique est la "bretelle est prioritaire" (pose de AB2)

(3) Lorsque les feux ne fonctionnent pas, le régime de priorité qui s'applique est "cédez-le-passage" (pose de AB3a)

(4) Lorsque les feux ne fonctionnent pas, le régime de priorité qui s'applique est la bretelle est la voie prioritaire (pose de AB6)

Article 7 : Aires de repos et de service

Arrêt et stationnement : L'arrêt et le stationnement des véhicules sont interdits en dehors des emplacements aménagés à cet effet, et notamment sur les voies de circulation, d'accélération, de décélération, d'évitement et les accotements.

Les lavages, nettoyages et vidanges de véhicules, ainsi que le camping, sont interdits dans toute l'emprise décrit à l'article premier de cet arrêté.

Durée de stationnement : Tout véhicule inoccupé demeurant immobile sur les parkings des aires de repos et de service sera réputé abandonné au-delà d'un délai de 48 heures. Tout véhicule réputé abandonné sera enlevé et mis en fourrière, aux frais de son propriétaire, sur réquisition d'un officier de police judiciaire.

Article 8 : Dommages causés aux installations

Toute détérioration du domaine public autoroutier, notamment des ouvrages d'art, chaussées, installations annexes, plantations, portails accès de service, équipements de sécurité basiques et dynamiques, équipements des aires, sera poursuivie et punie selon les lois et règlements en vigueur concernant la conservation du domaine public, conformément aux dispositions de l'article R. 116-2 du code de la voirie routière.

Le gestionnaire de la voirie est habilité à demander réparation à tout usager responsable d'une détérioration du domaine public.

Article 9 : Postes téléphoniques d'appel d'urgence

Les postes d'appel d'urgence doivent être utilisés prioritairement à tout autre moyen de communication pour demander les secours nécessaires en cas d'accident ou de panne et pour signaler tout incident susceptible de mettre en cause la sécurité des autres usagers, car ils permettent de localiser immédiatement l'appel.

Les usagers ayant besoin de secours peuvent utiliser les accotements pour se rendre à pied à ces postes en s'efforçant, chaque fois qu'il est possible, de cheminer derrière les glissières de sécurité. Dans le cas contraire, une circulation à pied au plus près de la glissière de sécurité, est recommandé.

Article 10 : Arrêt en cas de panne ou d'accident

Sauf en cas de nécessité absolue, les conducteurs ne doivent pas arrêter ou stationner leur véhicule sur les chaussées et les accotements, y compris sur les bandes d'arrêt d'urgence.

Tout conducteur se trouvant dans la nécessité absolue d'immobiliser son véhicule doit le faire en dehors des voies réservées à la circulation et dans tous les cas assurer la présignalisation de ce véhicule. S'il n'est pas en mesure de la remettre en marche par ses propres moyens, il doit faire le nécessaire pour assurer d'urgence le dégagement de l'autoroute.

Le fait, pour tout conducteur de contrevenir aux dispositions du présent article, conformément à l'article R421-7 du code de la route, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe.

Lorsque le conducteur ou le titulaire du certificat d'immatriculation est absent ou refuse, malgré l'injonction des agents, de faire cesser le stationnement irrégulier, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent être prescrites dans les conditions prévues aux articles L325-1 et L325-3 du code de la route.

Article 11 : Dépannages

Le service de dépannage est organisé à l'initiative des forces de police territorialement compétentes. Ces dernières sont la Compagnie Républicaine de Sécurité Autoroutière Lorraine Alsace (CRS-ALA).

Le remorquage est interdit entre usagers.

Le dépannage doit être effectué uniquement par les sociétés de dépannage agréées et soumises au cahier des charges des dépanneurs en vigueur.

Article 12 : Divers

Il est interdit à toute personne, sur le domaine autoroutier :

- d'abandonner ou de jeter, en dehors des installations prévues à cet effet, tous papiers, journaux, emballages détritiques, et d'une manière générale, tout objet pouvant nuire à l'hygiène ou à la propreté des installations ou susceptibles de provoquer des troubles ou des accidents ;
- de quêter, de se livrer à une quelconque activité commerciale ou publicitaire sans autorisation ;
- de pratiquer l'auto-stop.

Les animaux introduits sur le réseau par les usagers doivent obligatoirement être tenus de façon à ne pas divaguer. Les animaux abandonnés seront placés en fourrière à la charge de leurs propriétaires.

Article 13 : Prescriptions relatives à l'organisation de l'entretien, de l'exploitation et de la sécurité

Le service gestionnaire de l'autoroute est la Direction Interdépartementale des Routes de l'Est. Elle a en charge l'entretien, la maintenance et l'exploitation du domaine autoroutier au travers des unités suivantes :

- District de Nancy : entretien et exploitation du domaine public autoroutier ;

- Centre d'Ingénierie de Sécurité et de Gestion du Trafic (CISGT) :

* maintenance des équipements dynamiques,

* viabilité du réseau,

- * aide au déplacement,
- * gestion du trafic.

La force de police de l'autoroute est la Direction Zonale des CRS Est (DZ-CRS Est). Elle a en charge la sécurité des biens et des personnes, la gestion des dépanneurs et de leurs interventions au travers de l'unité suivante :

- Compagnie Républicaine de Sécurité Autoroutière Lorraine Alsace (CRS-ALA)

L'autoroute est gérée au travers de la salle opérationnelle du CISGT commune DIR/CRS.

La force de police et le gestionnaire de voirie ci-dessus mentionnés, pourront en concertation prendre toutes mesures de circulation justifiées par les besoins de la sécurité ou par les nécessités de gestion du trafic.

Article 14 : Abrogations ou modifications des arrêtés précédents

Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent arrêté dans les arrêtés permanents antérieurs et notamment l'arrêté n°2004/DDE/197/CDER en date du 14 juin 2004 et l'arrêté n°95/DDE/688/CDER en date du 23 novembre 1995 et l'arrêté n°82/DE/687/INF modifié par l'arrêté n°86/DE/693/INF en date du 26 octobre 1982.

Article 15 : Publications

Le présent règlement sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Article 16 : Copies

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes de l'Est et Monsieur le Commissaire Divisionnaire, Directeur zonal de la CRS Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet Délégué pour la Sécurité et la Défense ;
- Monsieur le Sous-préfet de Lunéville ;
- Monsieur le Sous-préfet de Toul ;
- Monsieur le Président du Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle ;
- Mesdames et Messieurs les Maires des communes traversées ;
- Monsieur le Commandant de la Région de Gendarmerie de Lorraine ;
- Monsieur le Directeur Zonal de la Police Aux Frontières (DZ-PAF) ;
- Monsieur le Directeur Régional des Douanes ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Protection Civile
- Monsieur le Directeur Départemental d'Incendie et de Secours de la Meurthe-et-Moselle ;
- Monsieur le Directeur du SAMU ;
- Monsieur le Directeur d'exploitation de la SANEF Est ;
- Monsieur le Directeur d'exploitation de la APRR ;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement et de l'Agriculture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 septembre 2009

Le préfet,
Dominique BELLION

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/866-09 du 4 septembre 2009 portant modification de l'agrément n° 159 de l'entreprise de transports sanitaires MZ TOUL, 55 rue du Général Leclerc - 54570 Foug

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que les nouveaux locaux répondent aux conditions exigées des installations matérielles fixées par l'annexe 4 de l'arrêté du 10 février 2009 susvisé ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le premier alinéa de l'article 1 de l'arrêté DDASS/AES/N° 159 du 8 novembre 2004 reste sans changement. Les autres alinéas concernant la situation de la société sont modifiés comme suit :

Dénomination sociale : MZ TOUL

Forme juridique : SARL

Capital social : 5 000 €

Siège social : 55 rue du Général Leclerc
54570 FOUG

Gérant : Monsieur ADENOT Bruno

Etablissement secondaire : 1 ter, rue André Fruchard
54320 MAXEVILLE

Nom commercial : Ambulances du Grand Nancy

Article 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.

Article 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

Article 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur ADENOT Bruno et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle. Il peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière – 54000 NANCY, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

Nancy, le 4 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/881-09 du 6 août 2009 portant modification de l'agrément n° 138 de l'entreprise de transports sanitaires AMBULANCE TAXI THINUS, 30 rue Nivoy - 54530 Pagny-sur-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : L'article 1 de l'arrêté DDASS du 19 janvier 1995 portant agrément n° 138 est modifié comme suit :

Nom commercial : AMBULANCE TAXI THINUS

Catégorie juridique : Entreprise individuelle

Siège et établissement principal : 30 rue Nivoy

54530 PAGNY SUR MOSELLE

Exploitant : Monsieur THINUS Thierry

Article 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.

Article 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

Article 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur THINUS Thierry et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle. Il peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière – 54000 NANCY, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

Nancy, le 6 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/882-09 du 10 août 2009 portant modification de l'agrément n° 129 de l'entreprise de transports sanitaires ABC AMBULANCES, route de Mirecourt et rue de Charmes - 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que les nouveaux locaux répondent aux conditions exigées des installations matérielles fixées par l'annexe 4 de l'arrêté du 10 février 2009 susvisé ;

AR R E T E

Article 1^{er} : L'article 1 de l'arrêté DDASS/AES/N° 282-01 du 16 juillet 2001 est modifié comme suit :

Dénomination sociale : AMBULANCES BERNARD CLAUDEL – ABC AMBULANCES

Sigle : ABC

Forme juridique : SARL

Capital social : 7 622,45 €

Siège social : Route de Mirecourt et rue de Charmes

54500 VANDOEUVRE LES NANCY

Autre établissement : 19 rue Robert Schumann – ZAC du Breuil

Parc d'activité du Breuil

54850 MESSEIN

Gérant : Monsieur KOWALSKI Jérôme

Article 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.

Article 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

Article 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur KOWALSKI Jérôme et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle. Il peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière – 54000 NANCY, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

Nancy, le 10 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice adjointe,
Marie-Hélène MAITRE

Service offres de soins de ville

Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 01099-09 du 23 septembre 2009 portant refus de création d'une officine de pharmacie à Velaine-en-Haye

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que la population municipale de la commune de Velaine-en-Haye où la création de l'officine de pharmacie est projetée, figurant dans le tableau consultable sur le site internet de l'institut national de la statistique et des études économiques (www.insee.fr), est de 1 525 habitants ;

Considérant qu'au terme de l'article L5125-11 du code de la santé publique, dans les communes dépourvues d'officine, l'ouverture d'une officine par voie de création ne peut être autorisée que lorsque le nombre d'habitants recensés dans la commune est au moins de 2 500 habitants depuis au moins deux ans à compter de la publication d'un recensement général de la population ;
Considérant qu'au vu des chiffres du dernier recensement publié, la commune de Velaine-en-Haye ne répond pas aux conditions minimum de population municipale permettant la création d'une officine de pharmacie ;

AR R E T E

Article 1^{er} : La demande de création d'une officine de pharmacie à Velaine-en-Haye (54840) - ZAC du Relais présentée par Madame Sophie SCATTOLIN est rejetée.

Article 2 : Un délai de 6 mois garantissant son antériorité est donné à l'intéressée pour présenter une nouvelle demande respectant les dispositions de l'arrêté du 21 mars 2000.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours hiérarchique adressé à Madame la Ministre de la Santé et des Sports, 8 avenue de Ségur – 75700 PARIS ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif – 5 place de la Carrière – 54000 NANCY. Ces recours doivent être formés dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté pour les personnes auxquelles il est notifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Sophie SCATTOLIN et publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à :

- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (Inspection Régionale de la Pharmacie) ;
- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ;
- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle ;
- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine.

Nancy, le 23 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Commune de Repaix - Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/ADUR/033 du 18 septembre 2009 refusant d'approuver la carte communale de Repaix en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le document ne respecte pas les objectifs visés à l'article L. 110 et L. 121-1 du code de l'urbanisme, notamment en envisageant une ouverture à l'urbanisation de huit hectares minimum pouvant correspondre à un apport de plus de trois cent cinquante habitants ; et que cette hausse de population de plus de 400 % n'est pas justifiée, ni la capacité d'accueil de ces nouveaux résidents (équipements publics, eau potable, assainissement, etc...) ;

Considérant que la dimension actuelle de la commune demanderait une extension de l'urbanisation plus mesurée, notamment quant à la superficie des zones ouvertes à l'urbanisation, et au regard de la capacité des équipements de la commune ;

AR R E T E

Article 1^{er} : La carte communale de REPAIX qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est refusée.

Article 2 : L'arrêté préfectoral qui refuse la carte communale est affiché pendant un mois en mairie.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et le maire de REPAIX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Nancy, le 18 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/n° 448 du 9 septembre 2009 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de Lay-Saint-Christophe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections :

Territoire de la commune de LAY SAINT CHRISTOPHE

Sections ZA, ZB, ZC, ZD, ZE, ZH, ZI, ZK, ZL, ZM

Territoire de la commune de MALZEVILLE

Section ZA

Article 2 : Le plan désigné à l'article 1^{er} ci-dessus sera déposé en Mairie de LAY SAINT CHRISTOPHE le 15 septembre 2009. A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de NANCY le Procès-Verbal de remembrement.

Article 3 : L'association foncière et les communes de LAY SAINT CHRISTOPHE et MALZEVILLE sont autorisées à réaliser au titre de la loi sur l'eau, et sous réserve du respect des prescriptions suivantes, les travaux d'hydrauliques ainsi que les travaux de voirie et de plantations conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier.

Pour la réalisation des travaux hydrauliques, les prescriptions suivantes auront à être respectées :

Deux nouveaux passages busés (« Fond de Chavenois » et « Mange-Pré ») et un remplacement par un ouvrage cadre (« Prés aux Choux ») seront réalisés sur les ruisseaux du Chavenois et de Fontenoy. Les éléments béton seront enfoncés sous le niveau du lit d'environ 30 centimètres de manière à ce qu'un « lit naturel » puisse se recréer sur le fond des éléments béton.

Les travaux hydrauliques sur les différents ruisseaux seront guidés par l'agent de l'ONEMA en charge du secteur, qu'il conviendra d'avertir au préalable.

Durant les travaux sur les cours d'eau, et afin d'en limiter l'impact sur le milieu aquatique, il est demandé :

- de préserver autant que faire se peut la ripisylve, notamment en préservant au maximum les arbres "résistants aux érosions" (saules, frênes, aulnes), ainsi que les arbustes ombrageant le cours d'eau ;
- de réaliser les travaux avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire ;
- de prendre toutes précautions visant à éviter la pollution qui serait notamment causée :
 - * par la rupture d'un flexible ou des fuites d'hydrocarbures (engins mécaniques équipés de réservoirs à double parois) ;
 - * par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers.

- que les travaux soient impérativement réalisés en dehors des périodes de crue du cours d'eau ; en cas de montée des eaux, les obstacles présents dans le lit du cours d'eau seront enlevés et les matériels et matériaux mis en sûreté ;
- que la durée des travaux soit réduite au strict nécessaire.
- une mise en place de filtres avec des bottes de paille ou tout autre moyen est obligatoire à l'aval immédiat de la zone de travail permettant de limiter l'impact des travaux pouvant entraîner une augmentation de la turbidité,

Après les travaux :

- dans les trois mois après l'achèvement du chantier le maître d'ouvrage transmettra au service police de l'eau le compte-rendu de chantier des travaux de traversée et le plan de récolement des travaux réalisés.

Le service police de l'eau de la DDEA de Meurthe-et-Moselle et l'ONEMA devront être prévenus lors du démarrage de ces travaux.

Article 4 : Il est prononcé la protection paysagère des boisements linéaires, haies, plantations d'alignement et des vergers tels que repérés sur le plan parcellaire annexé au présent arrêté, qui sera également déposé en Mairie de Lay Saint Christophe avec le plan identifié à l'article 2.

Les parcelles cadastrales concernées sont les suivantes :

- Section ZK n° 4 – 19 – 21 – 23 – 31 – 44 – 49 – 68 – 88.

En application des dispositions de l'article R. 126-34 du Code Rural, tout travail ou toute utilisation du sol de nature à détruire un élément protégé au titre de l'article L. 126-6 doit, préalablement à toute exécution, être autorisé par le Préfet.

Les infractions aux dispositions ci-dessus sont constatées et sanctionnées dans les conditions prévues aux articles L. 121-22 et L.121-23 du Code Rural (3750 € d'amende).

Article 5 : Le présent arrêté peut être déféré, dans un délai de deux mois dès l'accomplissement des dernières mesures de publicité, devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de Préfecture, Madame le Maire de LAY SAINT CHRISTOPHE et Monsieur le Maire de MALZEVILLE, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie, Madame la Présidente de l'association foncière sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée :

à Monsieur le Trésorier Général de Meurthe-et-Moselle ; à Monsieur le Président de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier de Meurthe-et-Moselle ; à Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, à Monsieur le Président de la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 9 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Michel JEANNEY

Extrait de l'arrêté DDEA/AFC/Association Foncière/2009/453 du 15 septembre 2009 portant dissolution de l'association foncière de Bey-sur-Seille

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : L'association foncière de BEY SUR SEILLE est dissoute.

Article 2 : Le patrimoine foncier de l'association foncière de BEY SUR SEILLE est transféré à la commune de BEY SUR SEILLE qui en assurera l'entretien.

Article 3 : Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de BEY SUR SEILLE sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de BEY SUR SEILLE.

Article 4 : Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de BEY SUR SEILLE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté DDEA/AFC/Association Foncière/2009/454 du 9 septembre 2009 portant institution d'une association foncière dans la commune de Bienville-la-Petite/Bonviller prescrivant à la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle et au conseil municipal de la commune de Bienville-la-Petite/Bonviller de désigner les propriétaires des terrains inclus dans le périmètre de remembrement, membres du bureau

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Une association foncière est instituée entre tous les propriétaires inclus dans le périmètre du remembrement intercommunal de BIENVILLE LA PETITE - BONVILLER.

Article 2 : L'association est nommée « association foncière de remembrement de BIENVILLE LA PETITE - BONVILLER ». Son siège est fixé en mairie de BONVILLER.

M. le comptable du trésor de la commune d'EINVILLE AU JARD est nommé trésorier de l'association foncière.

Article 3 : Le bureau chargé d'administrer l'association comprend :

- a) Le maire de la commune de BIENVILLE LA PETITE ou un conseiller municipal désigné par lui,

Le maire de la commune de BONVILLER ou un conseiller municipal désigné par lui ;

- b) Le délégué du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture ;

- c) Parmi les propriétaires visés à l'article 1^{er} du présent arrêté :

HUIT propriétaires au titre de la commune de BIENVILLE LA PETITE :

- quatre propriétaires désignés pour six ans par la chambre d'agriculture

- quatre propriétaires désignés pour six ans par le conseil municipal

HUIT propriétaires au titre de la commune de BONVILLER :

- quatre propriétaires désignés pour six ans par la chambre d'agriculture

- quatre propriétaires désignés pour six ans par le conseil municipal

Article 4 : Dès sa constitution, le bureau se réunira à l'initiative du maire et élira en son sein le président parmi ceux de ses membres prévus aux a) et c) de l'article 3 ci-dessus.

Article 5 : Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Article 6 : Le sous-préfet de LUNEVILLE, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de BIENVILLE LA PETITE, à la mairie de BONVILLER et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 9 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Extrait de l'arrêté DDEA/AFC/Association Foncière/2009/455 du 9 septembre 2009 portant institution d'une association foncière dans la commune de Pettonville prescrivant à la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle et au conseil municipal de la commune de Pettonville de désigner les propriétaires des terrains inclus dans le périmètre de remembrement, membres du bureau

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Une association foncière de remembrement, comprenant tous les propriétaires inclus dans le périmètre du remembrement, est instituée dans la commune de PETTONVILLE.

Article 2 : L'association est nommée « association foncière de remembrement de PETTONVILLE ».

Son siège est fixé en mairie de PETTONVILLE.

M. le comptable du trésor de la commune de BACCARAT est nommé trésorier de l'association foncière.

Article 3 : Le bureau chargé d'administrer l'association comprend :

a) Le maire de la commune de PETTONVILLE ou un conseiller municipal désigné par lui ;

b) Le délégué du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture ;

c) Parmi les propriétaires visés à l'article 1^{er} du présent arrêté :

- quatre propriétaires désignés pour six ans par la chambre d'agriculture

- quatre propriétaires désignés pour six ans par le conseil municipal

Article 4 : Dès sa constitution, le bureau se réunira à l'initiative du maire et élira en son sein le président parmi ceux de ses membres prévus aux a) et c) de l'article 3 ci-dessus.

Article 5 : Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Article 6 : Le sous-préfet de LUNEVILLE, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de PETTONVILLE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 9 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 469 du 14 septembre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Beuvezin et Tramont-Lassus - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2908

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 10/06/2009 par Monsieur ROUSSEL Cédric à AROFFE concernant 3,67 ha situés à TRAMONT-LASSUS et BEUVEZIN ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU l'absence de demande concurrente,

DECIDE

Article 1^{er} : Monsieur ROUSSEL Cédric est autorisé à exploiter 3,67 ha (BEUVEZIN parcelles ZA 47-48 - ZB 11 – TRAMONT LASSUS parcelles ZD 15-16-47) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur ROUSSEL Cédric.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur ROUSSEL Cédric, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de TRAMONT LASSUS et BEUVEZIN pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 470 du 14 septembre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Baslieux - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2891

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 15/06/2009 par l'EARL de SAINTIGNON (Monsieur et Madame PIERCON Laurent et Dominique) à BASLIEUX concernant 21,57 ha situés à BASLIEUX ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU l'absence de demande concurrente,

DECIDE

Article 1^{er} : L'EARL de SAINTIGNON, composé de Monsieur et Madame PIERCON Laurent et Dominique, est autorisé à exploiter 21,57 ha (BASLIEUX parcelles ZA 79 - ZI 17-30-31-49) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de SAINTIGNON (Monsieur et Madame PIERCON Laurent et Dominique).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur et Madame PIERCON Laurent et Dominique, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BASLIEUX pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 471 du 14 septembre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Xeuilley - Art-sur-Meurthe - Lenoncourt et Maizières-lès-Toul - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2911

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 24/08/2009 par Monsieur LANBLIN Jean-Paul à COURBESSEAUX concernant 149 ha situés à XEUILLEY - ART SUR MEURTHE - LENONCOURT et MAIZIERES LES TOUL; la motivation et le résultat étant la double participation de M. LANBLIN Jean-Paul (exploitant à COURBESSEAUX) au sein de l'EARL ST.FRANCOIS (composée de M. LANBLIN Claude),
VU l'absence de demande concurrente,

DECIDE

Article 1^{er} : Monsieur LANBLIN Jean-Paul est autorisé à exploiter, en tant qu'associé exploitant de l'EARL SAINT FRANCOIS, 149 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LANBLIN Jean-Paul.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur LANBLIN Jean-Paul, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de XEUILLEY - ART SUR MEURTHE - LENONCOURT et MAIZIERES LES TOUL pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 472 du 14 septembre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mercy-le-Bas - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2912

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/08/2009 par la SCEA DE LA BELLE CROIX (Messieurs GOBERT Francis et Pascal et BERTHELEMY François) à FILLIERES concernant 5,20 ha situés à MERCY LE BAS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU la demande concurrente de Mr MUTELET Jean Luc non soumise à autorisation d'exploiter,
Considérant que la surface du bien demandé étant inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du schéma départemental des structures.

Considérant les tailles des exploitations en concurrence 45,70 UE/UMO pour Mr MUTELET Jean Luc, 125,68 UE/UMO pour la SCEA de la BELLE CROIX, rendent la demande de Mr MUTELET Jean Luc prioritaire.

DECIDE

Article 1^{er} : La SCEA DE LA BELLE CROIX, composé de Messieurs GOBERT Francis et Pascal et BERTHELEMY François, n'est pas autorisé à exploiter 5,20 ha (MERCY LE BAS parcelles ZE33c-37) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA DE LA BELLE CROIX (Messieurs GOBERT Francis et Pascal et BERTHELEMY François).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, la SCEA DE LA BELLE CROIX (Messieurs GOBERT Francis et Pascal et BERTHELEMY François), au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MERCY LE BAS pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 473 du 14 septembre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Francheville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2918

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 31/08/2009 par Monsieur LEDIG David à BREMENIL concernant 15,59 ha situés à FRANCHEVILLE ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat en agriculture biologique.

VU l'absence de demande concurrente,

DECIDE

Article 1^{er} : Monsieur LEDIG David est autorisé, sous réserve d'installation avant le 30/06/2010, à exploiter 15,59 ha (FRANCHEVILLE parcelles A 1(A) - 1127 - 1128 - 1130(A)) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LEDIG David.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur LEDIG David, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FRANCHEVILLE pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 474 du 14 septembre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Gondrecourt-Aix -
Demande d'autorisation d'exploiter n° 2907**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 19/06/2009 par Monsieur DONNEN Olivier à GONDRECOURT AIX concernant 149,84 ha (dont 23,51 ha de biens familiaux) situés à GONDRECOURT AIX – ANDERNY et LUBEY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU l'absence de demande concurrente,

DECIDE

Article 1^{er} : Monsieur DONNEN Olivier est autorisé à exploiter 149,84 ha (dont 23,51 ha de biens familiaux) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DONNEN Olivier.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur DONNEN Olivier, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de GONDRECOURT AIX pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 475 du 14 septembre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Coincourt -
Demande d'autorisation d'exploiter n° 2899**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/08/2009 par le GAEC du CHEMIN CREUX (Messieurs CONTAL Frédéric et LAMBOUR Joël) à GONDREXON concernant 4,55 ha situés à COINCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU l'absence de demande concurrente,

DECIDE

Article 1^{er} : Le GAEC du CHEMIN CREUX, composé de Messieurs CONTAL Frédéric et LAMBOUR Joël, est autorisé à exploiter 4,55 ha (COINCOURT parcelles ZR 2-3-5) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC du CHEMIN CREUX (Messieurs CONTAL Frédéric et LAMBOUR Joël).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé le GAEC du CHEMIN CREUX (Messieurs CONTAL Frédéric et LAMBOUR Joël), au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de COINCOURT pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 476 du 14 septembre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mercy-le-Bas -
Demande d'autorisation d'exploiter n° 2864**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/08/2009 par Monsieur HUMBERT Pascal à SAINT SUPPLET concernant 2,30 ha situés à MERCY LE BAS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU l'absence de demande concurrente,

DECIDE

Article 1^{er} : Monsieur HUMBERT Pascal est autorisé à exploiter 2,30 ha (MERCY LE BAS parcelles ZH 28-31) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HUMBERT Pascal.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur HUMBERT Pascal, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MERCY LE BAS pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 477 du 14 septembre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saint-Remimont -
Demande d'autorisation d'exploiter n° 2890**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/08/2009 par Monsieur HOSMANN Thierry à SAINT REMIMONT concernant 30,42 ha situés à SAINT REMIMONT ; la motivation et le résultat étant la modification de la forme juridique - Création d'une SCEA,

VU l'absence de demande concurrente,

Considérant que Monsieur HUSSON Jérémie n'a pas fait de demande d'autorisation d'exploiter dans le cadre de double participation au sein de la SCEA,

DECIDE

Article 1^{er} : La modification de forme juridique est autorisée conformément à la demande déposée.

L'intégration de Monsieur HUSSON Jérémie en tant qu'associé exploitant au sein de la SCEA n'est pas autorisée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HOSMANN Thierry.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur HOSMANN Thierry, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT REMIMONT pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

**Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 478 du 14 septembre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mercy-le-Bas -
Demande d'autorisation d'exploiter n° 2894**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/08/2009 par le GAEC CHAMP MARTIN (Messieurs CHARPENTIER Bruno et JENNESSON Thierry et Rémy) à SAINT-SUPPLET concernant 8,23 ha situés à MERCY LE BAS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU la demande concurrente de Mr MUTELET Jean Luc non soumise à autorisation d'exploiter,

Considérant que la surface du bien demandé étant inférieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2A du schéma départemental des structures.

Considérant les tailles des exploitations en concurrence 45,70 UE/UMO pour Mr MUTELET Jean Luc, 175,69 UE/UMO pour le GAEC CHAMP MARTIN, rendent la demande de Mr MUTELET Jean Luc prioritaire

D E C I D E

Article 1^{er} : Le GAEC CHAMP MARTIN, composé de Messieurs CHARPENTIER Bruno et JENNESSON Thierry et Rémy, n'est pas autorisé à exploiter 8,23 ha (MERCY LE BAS parcelles ZE 33a - ZD 12a) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC CHAMP MARTIN (Messieurs CHARPENTIER Bruno et JENNESSON Thierry et Rémy).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé le GAEC CHAMP MARTIN (Messieurs CHARPENTIER Bruno et JENNESSON Thierry et Rémy), au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MERCY LE BAS pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent leur notification si les personnes concernées par chaque décision estiment qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte leur contestation :

- *Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture, et de la Pêche.*
L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- *Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, Place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX*

Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/n° 479 du 21 septembre 2009 fixant les dates d'ouverture des vendanges

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour les vins d'appellation d'origine contrôlée "Côtes de Toul", les dates d'ouverture des vendanges, en Meurthe-et-Moselle, sont fixées comme suit :

- au 21 septembre 2009 pour les cépages AUXERROIS et PINOT NOIR

- au 28 septembre 2009 pour le cépage GAMAY.

Si l'état sanitaire ou la maturité le nécessite, des pré vendanges peuvent être réalisées sur demande individuelle écrite auprès du Service Régional de l'INAO – 12, avenue de la Foire aux Vins – 68012 à COLMAR. Toute demande de dérogation particulière sera examinée par les Services de l'INAO.

Article 2 : Les déclarations de récoltes devront être faites par tous les viticulteurs pour le 25 novembre 2009, dernier délai. Elles seront souscrites sur des imprimés présentés en liasses carbonées, dont un exemplaire sera conservé en Mairie et dont un exemplaire sera remis au déclarant pour valoir récépissé.

Les autres exemplaires seront, le jour même du dépôt de la déclaration, adressés ou remis, par les soins des Mairies, au Service des Douanes et droits Indirects de NANCY (Service Régional de la Viticulture - 150, rue Alfred Krug - 54052 NANCY).

Le relevé nominatif des déclarations, établi d'après l'ordre de leur réception, sera affiché en Mairie.

Article 3 : Seuls pourront être mis en vente et circuler en vue de la vente, sous l'appellation "Côtes de Toul", accompagnés de la mention « Appellation d'Origine Contrôlée », les vins qui, bénéficiant - en vertu du décret du 3 avril 1942 portant application de la loi du 3 avril 1942 sur les appellations contrôlées complétée par le décret du 21 avril 1948 - de cette appellation d'origine, seront assortis d'un label dans les conditions fixées par le décret du 31 mars 1998. Mention de ce label sera portée sur les titres de mouvement.

Article 4 : Les fabrications de piquettes et vins de sucre sont interdites.

Article 5 : M. le Secrétaire général de la Préfecture, les Sous-Préfets, le Directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects, l'Inspecteur départemental de la répression des fraudes, les Maires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 21 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/n° 480 du 23 septembre 2009 relatif au fonctionnement des réserves de chasse et de faune sauvage des associations communales de chasse agréées

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Dans les réserves de chasse et de faune sauvage des associations communales de chasse agréées, l'exécution d'un plan de chasse peut être ordonnée par le préfet lorsque celui-ci est nécessaire au maintien des équilibres biologiques et agro-sylvo-cynégétiques.

Un arrêté préfectoral définit les conditions d'exécution de ce plan, qui doivent être compatibles avec la protection du gibier et la préservation de sa tranquillité. Son exécution doit être autorisée chaque année dans le cadre de l'arrêté définissant le plan de chasse. Tout autre acte de chasse est interdit.

Article 2 : Pour préserver des équilibres biologiques et agro-sylvo-cynégétiques, le préfet peut également décider la capture de gibier vivant ou la destruction d'animaux classés nuisibles.

Article 3 : Ces dispositions s'appliquent dans toutes les réserves des associations communales de chasse agréées du département à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont ampliation sera adressée au directeur de la Sécurité publique, au colonel, commandant le Groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, au directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle de l'Office national des forêts, au chef du Service départemental de l'ONCFS, au président de la Fédération départementale des chasseurs, au président de l'Association départementale des lieutenants de louveterie.

Nancy, le 23 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/n° 481 du 23 septembre 2009 relatif aux modalités d'exécution de plans de chasse dans les réserves de chasse et de faune sauvage des associations communales de chasse agréées (ACCA) pour la campagne de chasse 2009-2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la nécessité impérieuse de réduire les populations de sangliers sur l'ensemble du département ;

AR R E T E

Article 1^{er} : Pour la campagne 2009-2010, les ACCA sont autorisées à exécuter leur plan de chasse sanglier sur l'ensemble de leur territoire de chasse, y compris dans la réserve de chasse et de faune sauvage, pendant toute la durée d'ouverture de l'espèce et dans les conditions définies par l'arrêté annuel d'ouverture et de clôture de la chasse dans le département.

Article 2 : L'exécution du plan de chasse a lieu soit à l'affût (approche interdite), soit en battue déclarée 48 h à l'avance au Service départemental de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) :

Adresse : 26 rue Lamartine – 54300 LUNEVILLE - Tél : 03 83 73 24 74 - Fax : 03 83 73 09 73 - Mél : sd54@oncfs.gouv.fr

L'ACCA veillera à ce que les autres espèces n'aient à subir aucune perturbation notable et qu'aucun dommage ne soit causé aux cultures.

Article 3 : Le compte rendu du nombre de sangliers effectivement tirés dans la réserve devra être adressé dans les 8 jours à la Fédération départementale des chasseurs, qui en établira la synthèse annuelle et l'adressera à la DDEA pour le 15 mars.

Article 4 : Ces dispositions s'appliquent dans toutes les réserves des associations communales de chasse agréées du département à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont ampliation sera adressée au directeur de la Sécurité publique, au colonel, commandant le Groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, au directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle de l'Office national des forêts, au chef du Service départemental de l'ONCFS, au président de la Fédération départementale des chasseurs, au président de l'Association départementale des lieutenants de louveterie.

Nancy, le 23 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/n° 482 du 23 septembre 2009 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2000 relatif au Plan de chasse pour l'espèce "SANGLIER" et sa mise en œuvre sur la totalité du département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2000 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 4 - Tout sanglier tué en exécution du plan de chasse doit être muni, sur les lieux mêmes de sa capture et préalablement à tout transport, à la patte arrière, entre l'os et le tendon, du dispositif de marquage décrit par l'arrêté ministériel du 22 janvier 2009, conformément aux prescriptions ci-après :

- 1 bracelet "Jeune" (SAIJ) pour les animaux des deux sexes, de moins de 45 kilogrammes éviscérés, ou de moins d'un an,

- 1 bracelet "Adulte" (SAI) pour les animaux des deux sexes, de 45 kilogrammes éviscérés et plus, ou d'un an et plus.

Tout report de bracelets d'une catégorie sur l'autre est interdit.

Par dérogation, à partir du 15 Février, et en dehors des territoires soumis au contrôle prévu à l'article 6, ce report est cependant toléré en cas d'épuisement des bracelets de l'une ou l'autre des catégories."

Article 2 : L'article 6 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2000 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 6 - Un contrôle des animaux abattus peut être institué dans les secteurs sensibles.

Deux comptes rendus d'exécution intermédiaires seront adressés par les détenteurs de droit de chasse à la Fédération départementale des chasseurs :

- avant l'ouverture générale de la chasse dans le département (les chiffres étant arrêtés au 15 septembre),

- le 15 décembre.

Le récapitulatif des tirs à l'approche et à l'affût réalisés entre les 1er juin et l'ouverture générale de la chasse sera adressé par les détenteurs de droit de chasse à la Fédération départementale des chasseurs en même temps que le compte-rendu d'exécution annuelle du plan de chasse "sanglier".

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont ampliation sera adressée au directeur de la Sécurité publique, au colonel, commandant le Groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, au directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle de l'Office national des forêts, au chef du Service départemental de l'ONCFS, au président de la Fédération départementale des chasseurs, au président de l'Association départementale des lieutenants de louveterie.

Nancy, le 23 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Décision d'agrément du 11 septembre 2009 de la Sarl SCOP PRESENCE PLUS à Mont Saint Martin en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Vu la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

Vu l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

Vu la demande validée par l'autorité administrative le 2 juillet 2009 présentée par Monsieur BOUDINE Mourad – gérant de Sarl SCOP PRESENCE PLUS, 44 rue des Iris – 54350 MONT SAINT MARTIN ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture

D E C I D E

Article 1^{er} : La Sarl SCOP PRESENCE PLUS, 44 rue des Iris – 54350 MONT SAINT MARTIN - SIRET 510 013 279 000 11 code ape 9609 Z est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général et le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 11 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Michel JEANNEY

DIRECTION DES SERVICES FISCAUX

Extrait de l'arrêté du 15 septembre 2009 relatif à la fermeture exceptionnelle des Conservations des Hypothèques (CH), du Service des Impôts des Entreprises Centralisateur (SIE-C), des Services des Impôts des Entreprises (SIE), des Services des Impôts des Particuliers (SIP), le lundi 2 novembre 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1^{er} : L'ensemble des Conservations des Hypothèques (CH), du Service des Impôts des Entreprises Centralisateur (SIE-C), des Services des Impôts des Entreprises (SIE), des Services des Impôts des Particuliers (SIP), implantés dans le département de Meurthe-et-Moselle, à savoir :

- les CH de BRIEY, LUNEVILLE, NANCY et TOUL ;
- les SIE de BRIEY, LONGWY, LUNEVILLE, PONT-A-MOUSSON et TOUL ;
- le SIE-C de NANCY SUD EST ;
- les SIE de NANCY SUD OUEST, NANCY NORD EST et NANCY NORD OUEST ;
- les SIP de PONT-A-MOUSSON et TOUL.

sera fermé exceptionnellement au public le lundi 2 novembre 2009.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur des Services Fiscaux de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Trésorerie de Pont-à-Mousson – En date du 1^{er} septembre 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Monsieur Emmanuel PETITJEAN, Inspecteur

La soussignée Solange OSETE, Trésorier de Pont-à-Mousson

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Monsieur Emmanuel PETITJEAN, Inspecteur,

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de PONT A MOUSSON,

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de PONT A MOUSSON, entendant ainsi transmettre à Monsieur PETITJEAN tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Emmanuel PETITJEAN
Inspecteur

Signature du mandant
Solange OSETE
Trésorier principal

le cas échéant,

donner délégation à Monsieur Emmanuel PETITJEAN, Inspecteur, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Emmanuel PETITJEAN
Inspecteur

Signature du délégant
Solange OSETE
Trésorier principal

Pont-à-Mousson, le 1^{er} septembre 2009

AUTRES SERVICES

RESEAU FERRE DE FRANCE

Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 10 septembre 2009 d'un terrain sis à Laneuveville-aux-Bois (54)

Le président du conseil d'administration

DECIDE

Article 1^{er} : Le terrain sis à LANEUVEVILLE AUX BOIS (54) Lieu-dit Justice sur la parcelle cadastrée ZH 38 pour une superficie de 14413 m², tel qu'il apparaît sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1), est déclassé du domaine public ferroviaire.

Article 2 : La présente décision sera affichée en mairie de LANEUVEVILLE AUX BOIS et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 10 septembre 2009

Pour le président et par délégation,

Le directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne,

Philippe LAUMIN

Par délégation,

Bertrand WAHL

(1) Ce plan ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée 67000 STRASBOURG.

AVIS ET COMMUNICATIONS

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER RAVENEL DE MIRECOURT

Avis de concours sur titres d'ouvrier professionnel qualifié du 16 septembre 2009

Un concours sur titres aura lieu au centre hospitalier Ravenel en application du décret n° 91- 45 du 14 janvier 1991 portant statuts particuliers des personnels ouvriers de la fonction publique hospitalière en vue de pourvoir 4 postes d'Ouvriers Professionnels Qualifiés vacants dans notre établissement dans les spécialités suivantes :

- 1 poste spécialité cuisine
- 1 poste spécialité blanchisserie
- 1 poste spécialité maçonnerie
- 1 poste spécialité horticulture

Condition pour concourir :

Peuvent faire acte de candidature, les personnes titulaires d'un CAP ou d'un BEP ou d'un diplôme équivalent figurant sur une liste fixée par arrêté.

Les demandes d'inscription au concours sont à adresser par courrier au :

CENTRE HOSPITALIER RAVENEL

Direction des Ressources Humaines

B.P.199 - 88507 MIRECOURT CEDEX

dans le délai de 2 mois suivant la publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, le cachet de la poste faisant foi.

Mirecourt, le 16 septembre 2009

Le directeur,
E. MOLINS

Avis de concours sur titres de diététicien du 16 septembre 2009

Un concours sur titres aura lieu au centre hospitalier Ravenel en application du décret n° 89- 609 du 1^{er} septembre 1989 modifié portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la fonction publique hospitalière en vue de pourvoir 1 poste de Diététicien vacant dans notre établissement.

Condition pour concourir :

Peuvent faire acte de candidature, les personnes titulaires, soit du BTS de diététicien ou du DUT spécialité Biologie appliquée, option diététique ou d'un titre de qualification admis en équivalence, âgées de 45 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours.

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est supprimée ou reculée conformément aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

Pour les candidats européens, être ressortissants des Etats membres de la Communauté Européenne ou des autres Etats parties à l'accord sur l'espace économique européen, être titulaire d'un diplôme reconnu équivalent et avoir obtenu une autorisation d'exercice.

Les demandes d'inscription au concours sont à adresser par courrier au :

CENTRE HOSPITALIER RAVENEL

Direction des Ressources Humaines

B.P.199 - 88507 MIRECOURT CEDEX

dans les 2 mois suivant la publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs.

Mirecourt, le 16 septembre 2009

Le directeur,
E. MOLINS

HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE

Avis de vacance de postes dans le grade d'adjoint administratif hospitalier de 2^{ème} classe du 23 septembre 2009

En application du Décret n° 2007-1184 du 3 août 2007 modifiant le décret n° 90-839 du 21 septembre 1990 portant statuts particuliers des personnels administratifs de la fonction publique hospitalière, chapitre 2, article 5, sont à pourvoir :

- 2 postes d'adjoints administratifs hospitaliers de 2^{ème} classe à l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE

I – MODALITES CONCERNANT LES CANDIDATURES

Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée pour faire acte de candidature

II – MODALITES D'INSCRIPTION SUR LISTE D'APTITUDE

Cette liste sera la résultante de :

- Examen des dossiers de candidature transmis par une Commission
- Après sélection par la Commission, audition publique des candidats préalablement retenus

III – DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature constitués de :

- Une lettre de candidature
- Un curriculum vitae détaillé établi par le candidat sur papier libre indiquant les formations suivies et les emplois occupés avec précision des durées

seront adressés par lettre recommandée avec accusé de réception à :

HLI POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE
3 rue de l'Avant-Garde
54340 POMPEY

Ils pourront être également valablement déposés au bureau des ressources humaines de l'établissement contre la remise d'une attestation de dépôt.

Un délai de 2 mois est imparti pour déposer sa candidature
à compter de la date de publication de cet avis.

INSTITUT DU BEAU JOLY DE MIRECOURT**Avis de concours sur titres d'un(e) psychomotricien(ne) de la Fonction Publique Hospitalière du 17 septembre 2009**

Un concours sur titres pour le recrutement d'un(e) psychomotricien(ne) de la Fonction Publique Hospitalière est ouvert en vue de pourvoir :

- 1 poste à temps complet vacant à l'Institut du Beau Joly de Mirecourt (Vosges) pour son IME et son ITEP.

Peuvent faire acte de candidature les personnes titulaires du diplôme d'Etat de psychomotricien ou d'une des autorisations d'exercer mentionnées aux articles L4332-4 ou L4332-5 du code de la santé publique.

Les candidatures doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) ou remises, dans un délai de deux mois à compter du 17 septembre 2009, à :

Monsieur le Directeur de l'Institut du Beau Joly
557 avenue Louis Buffet
88503 MIRECOURT Cedex
beaujoly2@wanadoo.fr

Mirecourt, le 17 septembre 2009

Le directeur de l'IBJ,
Gilles CARETTI

